



9^{ème} Fonds Européen de Développement
Référence: PROS/AAP2/INFOR
PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES
DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE (PROS)
9 ACP BK 07

**CAPITALISATION DES EXPERIENCES DE L'ASSOCIATION
BISSAKOU-POU ET D'AUTRES ACTEURS DE LA SOCIETE
CIVILE EN MATIERE DE PROMOTION DE LA GOUVERNANCE
LOCALE DES RESSOURCES NATURELLES DANS LA
PROVINCE DU BOULGOU**
RAPPORT FINAL

Etude réalisée par : Zouré O. Léonard, Consultant indépendant à Garango
Contacts : BP 171 Garango Tél. (00226) 70 70 54 14 Email. kibsazoure@yahoo.fr et kibsazoure@fasonet.bf

Décembre 2011

Sommaire

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
LISTE DES TABLEAUX	5
LISTE DES FIGURES.....	5
LISTE DES ANNEXES.....	6
RESUME.....	7
INTRODUCTION GENERALE	8
PREMIERE PARTIE : GENERALITES	10
CHAPITRE I : DEFINITIONS ET CONCEPTS	11
1.1. DEFINITION ET CONCEPT DE CAPITALISATION	11
1.2. EVALUATION ET CAPITALISATION.....	11
CHAPITRE II : CONTEXTE, OBJECTIFS ET METHODOLOGIE.....	12
2.1. LE CONTEXTE.....	12
2.2. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS	13
2.3. TACHES DU CONSULTANT	14
2.4. APPROCHE METHODOLOGIQUE.....	14
CHAPITRE III : PRESENTATION DU MILIEU DE L'ETUDE.....	16
3.1. DONNEES NATURELLES DE LA PROVINCE DU BOULGOU	16
3.2. DONNEES SOCIOLOGIQUES	19
CHAPITRE IV : CARACTERISTIQUES PHYSIQUES DES COMMUNES CIBLES DU PROJET	22
4.1. LA COMMUNE RURALE DE BEGUEDO	22
4.2. LA COMMUNE RURALE DE BISSIGA	22
4.3. LA COMMUNE RURALE DE BOUSSOUMA.....	23
4.4. LA COMMUNE URBAINE DE BITTOU.....	23
4.5. LA COMMUNE URBAINE DE GARANGO.....	24
4.6. LA COMMUNE RURALE DE KOMTOEGA.....	25
4.7. LA COMMUNE RURALE DE NIAOGHO	26
4.8. LA COMMUNE URBAINE DE TENKODOGO	26
4.9. LA COMMUNE RURALE DE ZABRE	27
DEUXIEME PARTIE : PRESENTATION DES RESULTATS	29
CHAPITRE I : IDENTIFICATION DES PRATIQUES	30
CHAPITRE II : DESCRIPTION DES PRATIQUES	34
CHAPITRE III : ANALYSE DES PRATIQUES.....	37
3.1. ANALYSE SELON LES DOMAINES DES PRATIQUES	37
3.2. ANALYSE SELON LE PARTENARIAT	37
3.3. ANALYSE SELON LA CAPACITE D'APPROPRIATION DES ACTEURS	41
3.4. ANALYSE SELON LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX.....	42
3.5. ANALYSE SELON LA REPLICABILITE.....	44
3.5. ANALYSE SELON LES IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES	46
TROISIEME PARTIE : STRATEGIES DE VALORISATION DES PRATIQUES.....	47
CHAPITRE I : STRATEGIES DE CAPITALISATION	48
1.1. LES PRINCIPES DE VALORISATION DES PRATIQUES	48
1.2. PROPOSITION DES VOIES D'ARCHIVAGE ET DE DIFFUSION	49
1.3. IDENTIFICATION DES CONTRAINTES.....	50
1.4. LES ACTIONS A MENER A COURT TERME	52

CHAPITRE II : REMARQUES ET AXES D’ACTION	53
2.1. REMARQUE 1.....	53
2.2. REMARQUE 2.....	53
2.3. REMARQUE 3.....	53
2.4. AXE 1.....	53
2.5. AXE 2	53
2.6. AXE 3.....	54
2.7. AXE 4.....	54
2.8. AXE 5.....	54
CONCLUSION GENERALE.....	55
ANNEXE 1.CARTES DES COMMUNES	56
ANNEXE 2. LES FICHES D’ENQUETES.....	66
BIBLIOGRAPHIE.....	68

SIGLES ET ABREVIATIONS

AGR	Activité Génératrice de Revenu
AI	Alphabétisation Initiale
AJVLSE/SE	Association Jeunes Volontaires/Lutte contre Sida /Sauvegarde l'Envir.
APP	Association Provinciale des Pêcheurs
ASAFF	Association Solidarité pour l'Action et le Faire Faire
CFA	Compagnie Française pour l'Afrique
Cm	Conseil Municipal
CNR	Conseil National de la Révolution
CPB	Comite de Protection des Berges
CSVP	Centre Saint Vincent de Paul
CVD	Comité Villageois de Développement
CVGT	Comité Villageois de Gestion des Terroirs
DRAH-CE	Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Hydraulique Centre Est
DRED	Direction Régionale de l'Economie et du Développement
DREDD-CE	Direction Régionale de l'Environn. et du Dévelop. Durable du C/E
DRRA-CE	Direction Régionale des Ressources Animales du Centre Est
EV/VIH	Enfant Vivant avec le Virus de l'Immunodéficience Humaine
FCB	Formation Commune de Base
FTS	Formation Technique Spécifique
GD	Grand Diamètre
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GVF	Groupement Villageois des Femme
Hj	Homme/jour
M	millions
NR	Non rencontré
OEV	Orphelin Enfant Vulnérable
OMD	Objectif du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
PECDO	Prise en Charge à Domicile
PEPHA	Promotion de l'Eau Potable, de l'Hygiène et Assainissement
PFNL	Produit Forestier non Ligneux
PNGT2	Programme National de Gestion des Terroirs 2 ^{ème} phase
PRES	Présidence
PROGEREF	Projet de Gestion Durable des Ressources Forestières
PROS	Programme de Renforcement des Capacités des Organismes de la Société civile
PTF	Partenaire technique et Financier
PV/VIH	Personne Vivant avec le Virus de l'Immunodéficience Humaine
RN	Ressource Naturelle
SCADD	Stratégie de Croissance Accélérée et du Développement Durable
SIDA	Syndrome Immunodéficient Acquis
STD	Service Technique Déconcentré
Svp	S'il vous plaît
TDR	Termes de Référence

LISTE DES TABLEAUX

N°	Relation
1.	Analyse comparative de l'évaluation et de la capitalisation
2.	Découpage administratif de la province du Boulgou
3.	Pauvreté et accès aux services sociaux de base
4.	Indice du développement humain et Indice de pauvreté au CE de 94 à 2003
5.	Liste des OSC et partenaires rencontrés
6.	Indentification des pratiques de Pagla-Yiri
7.	Indentification des pratiques de Bissakoupou
8.	Indentification des pratiques de Wendenkodo
9.	Indentification des pratiques de Kouminto
10.	Indentification des pratiques de AJVLS/SE
11.	Description des pratiques de Pagla-Yiri
12.	Description des pratiques de Bissakoupou
13.	Description des pratiques de Wendenkodo
14.	Description des pratiques de Kouminto
15.	Description des pratiques de AJVLS/SE
16.	Appréciation du partenariat avec le CVD de Lengha
17.	Appréciation du partenariat avec le CVD de Zigla-Koulpélé
18.	Appréciation du partenariat avec la mairie de Niaogho
19.	Appréciation du partenariat avec la mairie de Béguédo
20.	Appréciation du partenariat avec la mairie de Komtoèga
21.	Appréciation du partenariat avec la DRAH/CE
22.	Appréciation du partenariat avec la DREDD/CE
23.	Appréciation du partenariat avec la DRRA/CE
24.	Appréciation du partenariat avec le PNGT II
25.	Appréciation du partenariat avec le PROGEREF/Tenkodogo
26.	Analyse des pratiques selon l'appropriation des acteurs
27.	Analyse des pratiques selon les impacts environnementaux
28.	Analyse des pratiques selon le niveau de répliquabilité
29.	Analyse des pratiques selon leurs impacts socioéconomiques
30.	Voies d'archivage et de diffusion
31.	Actions à court et moyen termes

LISTE DES FIGURES

N° Figure	Relation
1.	Histogramme des précipitations au Centre-est de 2001 à 2010
2.	Domaines des pratiques
3.	Répartition des OSC par partenaire
4.	Impacts des pratiques sur l'environnement
5.	Coûts de revient des pratiques
6.	Schéma type de valorisation des pratiques
7.	Schéma type des contraintes de la capitalisation

“Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union Européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'association Bissakou-Pou et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union Européenne”

LISTE DES ANNEXES

N°	Intitulés des contenus
1.	Carte de la Commune de Béguédo
	Carte de la Commune de Bissiga
	Carte de la Commune de Boussouma
	Carte de la Commune de Bittou
	Carte de la Commune de Garango
	Carte de la Commune de Komtoèga
	Carte de la Commune de Niaogho
	Carte de la Commune de Tenkodogo
	Carte de la Commune de Zabré
2.	Fiche d'identification des OSC
	Fiche de description d'un projet support de pratiques à capitaliser
	Fiche descriptive des pratiques capitalisables
	Fiche d'évaluation du choix du support d'archivage
	Calendrier de passage du consultant
	Liste des OSC à rencontrer par le consultant
	Liste des structures, projets et des SDE à rencontrer par le consultant

RESUME

Les organisations de la société civile (OSC) gèrent d'importants projets en matière de gouvernance locale des RN. Les partenaires techniques et financiers les considèrent plus proches des populations et de ce fait leur accordent de plus en plus d'importance dans la conduite des projets de développement local. Elles constituent pour ainsi dire les principales courroies entre les populations locales, l'administration publique et les partenaires techniques et financiers (PTF).

Malheureusement, plusieurs initiatives de gestion des ressources naturelles sont menées de façon opportune et sporadique manquant de capitalisation et de diffusion des expériences et des pratiques acquises après de longs parcours.

Pourtant la contribution des ressources naturelles (RN) à la réduction de la pauvreté est sans équivoque dans un pays comme le Burkina Faso. Cette contribution peut même être améliorée si les modes de gestion et d'utilisation des RN intègrent un dialogue réel des acteurs, des décideurs et des usagers. Il est donc primordial pour les OSC de combler ce vide en capitalisant leurs expériences, mais aussi en sachant les transmettre aux autres utilisateurs potentiels et futurs.

C'est en vue de rompre avec ce vide de capitalisation et de partage réel des expériences que l'Association Bissakou-Pou en tant qu'OSC de la province du Boulgou a commandité cette étude qui vise à lui indiquer les voies et moyens de capitalisation et de partage de ses expériences et de celles des autres OSC en matière de gouvernance locale des RN.

La présente étude s'est déroulée selon une méthodologie basée sur une recherche bibliographique, des interviews semi structurés et croisées, des enquêtes individuelles de perception suivies d'une analyse croisée. Elle a permis d'identifier les pratiques et leurs projets supports, de les décrire et de les analyser afin de proposer des voies et moyens adaptés de leur capitalisation, de leur diffusion et de leur partage.

MOTS CLES : *Capitalisation, démarche, diffusion, efficacité, expériences, OSC, PTF, partage, pertinence, RN, reproductibilité.*

INTRODUCTION GENERALE

Les actions des OSC dans la gouvernance des ressources naturelles (RN) en général et en particulier de celles liées à la foresterie, à la faune, à l'hydraulique sont fort remarquables. Ces actions sont perceptibles au plan des savoirs et pratiques utiles et utilisables introduits au sein des communautés, au plan des techniques d'approche des acteurs locaux de développement et au plan des importants résultats atteints par certains d'entre elles à travers le pays.

Mais il est constaté d'énormes difficultés de capitalisation, de diffusion et de partage des pratiques et des expériences à cause de la timide prise en compte du volet capitalisation dans les budgets de bon nombre de projets de développement local. Est-ce un oubli de la part des responsables de ces organisations ou est-ce un refus de la part des PTF de les prendre en compte dans les allocations des fonds, la capitalisation apparaît à nos jours comme un impératif majeur pour une meilleure participation des acteurs et des partenaires à la gouvernance locales des RN.

Il est donc indéniable que si les différentes pratiques et expériences de Bissakou-Pou et des autres OSC de la province du Boulgou ne sont pas capitalisées, le risque serait de ne pas atteindre leur amélioration. L'on accusera également des pertes de temps de réflexion par des OSC et autres acteurs de développement, dans la mise en œuvre de projets aux composantes similaires et déjà gérés dans des conditions socio-économiques et environnementales tout aussi similaires.

Ne pas prendre en considération cet impératif de capitalisation, laisse courir le risque d'assister à une déperdition d'énormes quantités d'informations sur les savoirs et pratiques utiles et utilisables que les OSC y ont mis tant d'années à expérimenter. Les OSC ne peuvent continuer à alimenter ce risque.

Etant donné que le développement économique de la province du Boulgou est essentiellement tributaire de l'exploitation des RN et du climat, la capitalisation des expériences et des pratiques de gouvernance locale de ces ressources s'impose comme un atout et un levier, majeurs.

Mais si l'on veut que le processus de capitalisation apporte une réelle plus-value dans la gouvernance locale des RN, il faut qu'une dynamique pérenne de production, de remontée, de traitement et de diffusion de l'information soit mise en place.

C'est ce à quoi voudrait s'atteler le « Projet de promotion des expériences de gouvernance locale des ressources naturelles dans le Boulgou ». Il a été planifié par l'Association Bissakoupou et s'adresse en priorité et directement aux acteurs de la société civile, aux conseillers municipaux, aux membres des CVD dans les cinq communes suivantes, *Béguédo, Boussouma, Garango, Komtoèga et Niaogho* de la province du Boulgou.

De façon spécifique, il vise à capitaliser au niveau local, les expériences de gouvernance des ressources naturelles de l'association Bissakoupou et d'autres organisations de la société civile et à diffuser leurs leçons et leurs bonnes pratiques par des outils et des canaux appropriés.

La présente étude commanditée par Bissakoupou et financée avec l'aide l'Union Européenne par l'entremise du **Programme de Renforcement des Capacités des Organisations de la Société Civile (PROS), 9 ACP BK 07**, s'est déroulée dans l'ensemble de la province du Boulgou. Elle s'est particulièrement intéressée à la capitalisation des expériences et des pratiques dans la gouvernance locale des RN dans les domaines de la foresterie, de la faune et de l'hydraulique.

Enfin l'étude s'adresse exclusivement aux Organisations de la Société Civile qui sont régies par la loi n°10-92/AN, portant Liberté d'association au Burkina Faso. Les activités des Sociétés Coopératives et Groupements, régies par la loi n°14-99/AN ne sont prises en compte. Les Comités Villageois de Développement (C.V.D.) et les Groupements d'Intérêt Public (G.I.P.) eux aussi régis par la Loi n°55-2004 portant Code des Collectivités territoriales et sa loi modificative n°40-2005/AN ne sont pas concernés en tant que cibles directs.

Forêt à Acacia protégée à but fourrager à Silmissi dans le Sahel



Source : Photothèque Zouré

PREMIERE PARTIE : GENERALITES

CHAPITRE I : DEFINITIONS ET CONCEPTS

1.1. DEFINITION ET CONCEPT DE CAPITALISATION

Le savoir est une expérience ou une connaissance acquise, maîtrisée et appropriée. **Le savoir-faire** est l'habileté que l'on a à mettre en pratique une expérience ou un savoir. **Le savoir-être** est la capacité d'agir, de réagir, d'avoir un comportement adapté à une situation. **La pratique** est l'application des règles et des principes d'un art, d'une science ou d'une technique qui aboutit à une fin, un résultat concret par opposition à la théorie. **L'expérience** est une connaissance acquise par une longue pratique.

Les savoirs constituent donc un réel « capital » qu'il est utile de transmettre aux membres de l'organisation pour les renforcer individuellement et pour renforcer l'organisation toute entière. Ce capital peut aussi être partagé avec d'autres organisations pour qu'elles s'enrichissent mutuellement. C'est le partage par la diffusion.

La capitalisation est donc l'action par laquelle une organisation ou un individu produit sur différents supports (textes, images, vidéos, sons), des expériences ou des pratiques jugées performantes et à valeur ajoutée, dans le but de les archiver, de les conserver, de les diffuser et de les partager avec d'autres organisations ou partenaires qui se trouveraient face à la même problématique pour laquelle l'expérience ou la pratique a été initiée.

1.2. EVALUATION ET CAPITALISATION

L'évaluation compare une situation souhaitée (des résultats à atteindre prédéfinis au démarrage d'un projet par des indicateurs objectivement vérifiables (IOV)), à une situation constatée (mesurée au bout d'un temps déterminé, qui met terme au projet). L'évaluation émet donc un jugement sur ce qui s'est passé. La capitalisation quant à elle apprécie plus la manière d'arriver à un résultat que le résultat lui-même. En beaucoup de fois, une confusion s'installe dans l'esprit des évaluateurs ou des agents chargés de la capitalisation qui, accidentellement passent d'un concept à l'autre.

Tableau 1. Analyse comparative de l'évaluation et de la capitalisation

	EVALUATION	CAPITALISATION
Objet	Un projet planifié	Une expérience ou une pratique
Objectifs	Démontrer la pertinence de l'option Contrôler des IOV	Tirer des enseignements et améliorer des leçons Faire vivre la mémoire de l'organisation Enrichir les expériences des autres
Résultats	Formuler un jugement	Produire une connaissance partageable
Décision	Interne ou externe	Toujours interne
Méthodes	Analyse à partir de critères	Analyse au regard d'une problématique
Utilisateurs	Projet et ses partenaires	Quiconque confronté à la même problématique.

CHAPITRE II : CONTEXTE, OBJECTIFS ET METHODOLOGIE

2.1. LE CONTEXTE

La récente accélération du phénomène de dégradation et de régression des milieux naturels est particulièrement préoccupante au Burkina Faso. Le dernier rapport sur l'état de l'environnement dans notre pays dresse un bilan faisant état de sérieux problèmes environnementaux comme :

- ✚ les tendances de fortes déperditions des ressources, liées en partie à la dégradation des terres, du bilan hydrique et des cours d'eau, à la fragilité du système énergétique ;
- ✚ les problèmes croissants dans le domaine de l'environnement urbain (pollution sonore et pollutions atmosphériques ;
- ✚ les problèmes d'assainissement et de gestion des déchets liquides et solides (iv) l'épuisement effroyable des ressources naturelles ;
- ✚ l'érosion des sols ;
- ✚ la perte de la diversité biologique et la déforestation.

En termes de déforestation, il est fait état d'une véritable destruction de l'équilibre écologique avec pour causes principales le fer, la dent et le feu. De sérieux problèmes surgissent, liés en partie au bilan hydrique et hydrologique, à la fragilité du système énergétique, à la perte de la fertilité des sols due à la régression de la durée de la jachère et aux systèmes de production. Toute chose qui rend l'agriculture incertaine et illusoire.

Les besoins croissants en bois énergie, bois de service et en produits forestiers non ligneux dont pharmacologiques, la chute du pouvoir d'achat des communautés urbaines et rurales, constituent les lots quotidiens des préoccupations des gouvernants.

Ces dernières années, les leviers de développement que constituaient les émigrations se sont amenuisés du fait de la crise que connaissent les pays d'accueil tels que la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée équatoriale, l'Italie et la Lybie. Les multiples crises ont fait de ces eldorados des destinations incertaines, et déshumanisantes. Du coup, beaucoup de ménages dans la province du Boulgou, sont incapables de se nourrir, se vêtir, d'éduquer les enfants et se soigner convenablement.

Face à un tel tableau, la naissance et les actions déjà menées par l'Association Bissakou Pou et par tant d'organisations de la société civile dans la région, sont une des solutions sinon la meilleure pour le renforcement de la gouvernance locale des RN notamment les forêts, la faune, l'hydraulique et les sols.

L'initiative de l'élaboration et de la mise en œuvre « *du projet de promotion des expériences de gouvernance locale des ressources naturelles dans la province du Boulgou* » est alors la bienvenue face aux multiples contraintes de l'Etat qui sont sources de limitation des capacités du gouvernement à répondre aux besoins d'encadrement et d'accompagnement des populations et des décideurs dans le contexte de décentralisation.

L'association Bissakoupou a développé depuis 2003 des initiatives novatrices sur la problématique de la gouvernance locale des ressources naturelles. Confortée par ces différents résultats, et sur la base du constat d'une faible promotion de ces différents acquis et expériences de la société civile, l'association Bissakoupou a perçu d'une part la nécessité d'une capitalisation des expériences antérieures et d'autre part, le besoin de les partager largement et surtout efficacement avec les autres acteurs du développement local.

2.2. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS

2.2.1. Les objectifs

L'objectif global de l'étude est de capitaliser les expériences de l'OSC Bissakou-Pou et des autres OSC de la province en matière de gouvernance locale des RN (acquis, meilleures pratiques susceptibles d'être diffusées, etc.).

Les Objectifs spécifiques au nombre de trois sont :

- a. Identifier au sein des organisations de la société civile locales les initiatives entreprises dans le secteur de la foresterie, de la faune et de l'hydraulique.
- b. Analyser leur pertinence en termes de méthodologie utilisée, des stratégies adoptées, des effets et des impacts obtenus, d'efficience, d'efficacité, de ressources mobilisés et de reproductibilité.
- c. Proposer des mécanismes de valorisation des pratiques et des expériences vécues.

2.2.2. Les résultats attendus

Trois résultats majeurs sont attendus. Ce sont :

- a. Les expériences pertinentes et innovantes de l'association Bissakoupou et d'autres organisations de la société civile en matière de gouvernance locale des RN dans la province du Boulgou sont capitalisées et validés de façon participative dans un délai maximum de trois mois.
- b. Les expériences et les pratiques innovantes sont diffusées par des outils et canaux d'information et de vulgarisation appropriés dans cinq (5) communes et le chef lieu de la région.

- c. Le système de suivi évaluation de l'action a permis une gestion efficiente et transparente des ressources et une bonne diffusion des résultats.

2.3. TACHES DU CONSULTANT

Le consultant avait pour tâches principales :

- proposer une méthodologie de collecte des données faisant ressortir les outils à utiliser, les acteurs à solliciter ;
- collecter des données auprès des acteurs de terrain, des OSC, des projets et programmes locaux ;
- traiter les données collectées selon la méthodologie convenue avec l'équipe du projet de l'étude lors de la rencontre de cadrage ;
- élaborer un document de synthèse sur les expériences en matière de gouvernance locale des RN dans les secteurs de la foresterie, de la faune et de l'hydraulique au niveau De la province du Boulgou ;
- animer un atelier de restitution et de validation du document de synthèse sur les expériences en matière de gouvernance locale des RN.

2.4. APPROCHE METHODOLOGIQUE

2.4.1. La revue documentaire à buts multiples

La recherche et l'exploitation documentaires ont été nécessaires à l'exécution de la plupart des tâches du Consultant et ont consisté à établir l'état des lieux, de décrire les conditions d'accès aux RN et de leur utilisation.

Pour cette raison, les sources documentaires à consulter n'ont pas été limitatives. Les centres de documentation de référence, le fond documentaire du projet, le fond documentaire des services techniques déconcentrés et d'autres OSC locales, ont été mis à profit.

2.4.2. L'élaboration et la diffusion des fiches de collecte de données

Cette opération a consisté à élaborer un certain nombre de fiches en vue de faciliter la collecte des données. Le remplissage des fiches ont été assez difficiles pour certaines OSC et le consultant a dû s'attacher les services d'un spécialiste d'enquête pour expliquer le mode de remplissage. Cinq (5) fiches ont été élaborées comme suit :

- une fiche d'identification des OSC adressée aux responsables des Osc pour les identifier ;
- une fiche d'évaluation du partenariat adressée aux services, projets et mairies en vue d'évaluer leurs degrés de partenariat avec les OSC ;
- une fiche de description de projets supports des pratiques à capitaliser adressée aux responsables des OSC en vue de décrire les projets à travers lesquels des pratiques capitalisables ont été mises en œuvre ;

- une fiche descriptive des pratiques capitalisables adressée aux responsables des OSC pour permettre une description cohérente de leurs pratiques ;
- enfin une fiche d'évaluation du choix du support d'archivage adressée à des acteurs ruraux analphabètes, instruits et à des agents de l'Etat de la zone couverte par l'étude.

2.4.3. Les interviews semi-structurées et croisées (issc)

Elles ont été conduites auprès de responsables de STD ou d'OSC au niveau provincial ou local, et de personnes ressources ciblées au niveau local.

Ces différentes catégories d'acteurs ont été mises à profit pour notamment **(i)** comprendre les conditions d'accès et d'exploitation des ressources naturelles, **(ii)** faire le point sur l'état des ressources stratégiques, **(iii)** comprendre et évaluer la participation des acteurs en général et des OSC en particulier dans la gouvernance des RN, **(iv)** comprendre les priorités des acteurs.

Ces interviews ont été des occasions de croiser les informations collectées d'autres sources (triangulation) et de construire une base fiable permettant l'analyse fiable.

2.4.4. La synthèse croisée et la production du rapport provisoire

Au terme de la collecte des données (fiches, interviews), le consultant a procédé à une synthèse croisée des informations collectées en vue de bâtir les fondements d'un rapport.

2.4.5. Atelier de restitution et production du rapport final

Conformément aux Tdr, le contenu du rapport provisoire sera mis en cohérence, adopté et validé lors d'un atelier de restitution public en vue de prendre en compte les observations et amendements des parties prenantes. La version finale du rapport sera élaborée sur la base des conclusions de cet atelier de restitution.

CHAPITRE III : PRESENTATION DU MILIEU DE L'ETUDE

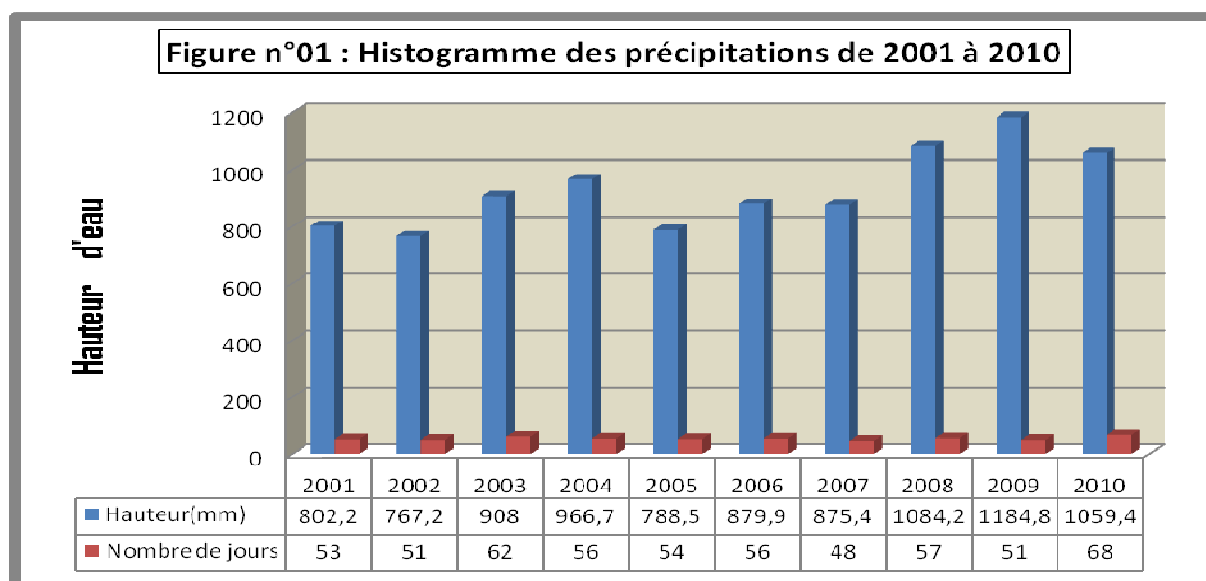
3.1. DONNEES NATURELLES DE LA PROVINCE DU BOULGOU

3.1.1. Le Climat

Le climat de la province du Boulgou est tropical de type Soudano-sahélien. Il présente deux principales variantes : le type Sud - Soudanien qui prévaut dans les zones de Zabré, Bittou jusqu'à la hauteur Sud de Tenkodogo, et le type Nord- soudanien dans la partie septentrionale de la province. Le Boulgou est compris entre les isohyètes 800 et 900 mm. Il se caractérise par l'alternance de deux saisons :

- de novembre à mai, une longue saison sèche et ;
- de juin à octobre, une courte saison pluvieuse.

Les hauteurs d'eau enregistrées sont capricieuses et varient d'une année à l'autre. De façon récurrente, elles diminuent du Sud au Nord chaque année. D'une manière générale, la baisse graduelle de la pluviométrie et sa mauvaise répartition spatio-temporelle constitue entre autres le principal handicap pour le développement du secteur agro-pastoral. Trois communes sont particulièrement concernées, *Tenkodogo*, *Garango* et *Bittou*.



Source : DRAHRH- CES

3.1.2. Le relief

Située à une altitude moyenne de 250 à 300 m, la province du Boulgou a un relief marqué par la présence de glacis dérivant des buttes cuirassées et des interfluvés des milieux granitiques. On y rencontre des vallons très évasés, liés à l'existence d'importants cours d'eau : le Nakambé, le Nazinon. Ce relief relativement accidenté a eu pour conséquence la réduction considérable des potentialités en terres exploitables.

3.1.3. Les sols

Les sols de la province du Boulgou sont issus du vieux socle granitique. L'intensité des processus pédogénétiques a donné naissance à une diversité de sols en fonction de leurs caractéristiques physico-chimiques. Ils peuvent être regroupés en trois (3) grands ensembles.

Les sols ferrugineux tropicaux lessivés, qui sont sujets à l'érosion hydrique à plus de 80% et favorables à la culture du mil, du sorgho et de l'arachide.

Les sols minéraux bruts et les sols peu évolués qui représentent 35% des sols. Ils sont classés parmi " les mauvaises terres " du fait de leur pauvreté en éléments minéraux et surtout de leur sensibilité au drainage et à la percolation. Leur potentiel de fertilité est très limité. Ils sont exploités pour la culture du mil, de l'arachide, du niébé.

Les sols brunifiés, hydromorphes et vertiques. Ils se rencontrent dans les bas-fonds et sur les berges des cours d'eau. Il s'agit de sols lourds dits " fertiles ". Ils représentent une partie des sols cultivés et constituant des pôles de concentration des exploitations. Ils sont favorables à la culture du riz (irrigué ou pluvial) du sorgho, du maïs, des tubercules (patates, igname à l'extrême Sud est).

3.1.4. La végétation

Certaines zones peu habitées (zones de la Nouaho, de Bagré, de Yakala, zone Ouest de Bittou) ont une végétation plus ou moins luxuriante. La zone Ouest, à densité démographique élevée a une végétation dégradée très clairsemée.

La zone Sud a un faciès de savane boisée qui est en voie de dégradation avec quelques îlots de forêts galeries à dominance de *Borassus aethiopium*, *Terminalia sp* et *Anogeissus Leiocarpus*, le long du Nakambé et de la Nouaho.

La zone Nord se caractérise par : **(i)** une savane arbustive caractérisée par une végétation mixte d'arbustes et de graminées ; **(ii)** une savane parc autour des zones d'habitation à dominance de *Parkia biglobosa*, *Butyrospermum paradoxum*, *Acacia albida* et *Tamarindus indica* ; **(iii)** une savane herbeuse dense à graminées annuelles (*Loudetia togoensis*, *Pennisetum sp*) et à graminées pérennes (*Vetiveria nigriflora*, *Andropogon gayanus*).

La coupe systématique des arbres et arbustes lors des défrichements, sont des facteurs de dégradation généralisée des sols. Le long des cours d'eau la coupe de *Borassus aethiopium* (rôniers) contribue dans certaines zones à l'accélération de l'érosion des berges et à l'ensablement des lits des cours d'eau.

3.1.5. L'hydrographie

Les eaux superficielles

Le réseau hydrographique est assez dense dans la province avec comme principaux cours d'eau par ordre d'importance, le Nakambé, la Nouhao (qui rejoint le Nakambé au Ghana) et le Nazinon (qui constitue une frontière naturelle Sud-Sud-ouest, entre la province et celle du Nahouri). Tous ces cours d'eau ont un régime saisonnier.

La réalisation du barrage de Bagré, représente pour la province un grand espoir pour les populations. Il constitue une opportunité pour la création de zones à production spécialisée autour de la cuvette (pêche, cultures spécialisées). Cependant, ses objectifs plutôt nationaux (hydro- électricité, aménagements hydro-agricoles de grande envergure) que provinciaux minimisent les alternatives de sa contribution à la résolution des problèmes spécifiques au développement de la province.

Bien au contraire, elle apparaît comme la source d'émergence de nombreux problèmes socio-économiques subjacents (envahissement des surfaces cultivables et des zones de pâturages par les eaux de la cuvette, immigration importante de familles en provenance du Nord et du Centre du pays dans l'objectif de bénéficier de parcelles aménagées, reconversion d'ouvriers du chantier en agriculteurs en voie de sédentarisation etc...), occupation anarchique des terres riveraines de la cuvette par les "colons".

Les eaux souterraines

Reposant sur un vieux socle granitique, la zone est caractérisée par la présence de failles intéressantes permettant un disponible important en eau souterraine. La profondeur moyenne de couches de foration est de l'ordre de 50 à 60 m. Selon l'Inventaire National des Ouvrages Hydrauliques 2010, (INOH 2010) la province du Boulgou a au total 1551 forages exécutés dont 1478 fonctionnels.

3.1.6. Données administratives

La province du Boulgou s'étend sur une superficie de 6852 km², soit 2,4 % de la superficie du pays. Elle est limitée au Nord par les provinces du Kourittenga et du Ganzourgou, au Sud par les républiques du Ghana et du Togo, à l'Est par les provinces du Gourma et du Koulpélogo et à l'Ouest par les provinces du Zoundwéogo et du Nahouri.

La province du Boulgou a été créée en 1983, suivant l'ordonnance n° 83-012/CNR/PRES du 15 septembre 1983 portant division du Territoire de la République en 25 provinces, avec chef lieu Tenkodogo. Elle est subdivisée en 13 communes (Tenkodogo, Bittou, Garango, Zabré, Bagré, Bissiga, Bané, Boussouma, Komtoèga, Niaogho, Béguédo, Zoaga et Zonsé) dont 3 communes de plein exercice, Tenkodogo, Bittou et Garango.

Carte 1. Carte administrative de la province du Boulgou



3.2. DONNEES SOCIOLOGIQUES

3.2.1. Historique

Les Bissa seraient originaires du Ghana comme les Mossi et ils seraient venus s'implanter dans l'actuel Boulgou au quinzième siècle à l'époque où les Mossi venant aussi du Ghana s'établissaient dans la même région plus à l'Ouest. Des chefs prestigieux de l'épopée Mossi ont leur tombe en pays Bissa et les Mossi de Tenkodogo ont toujours été très liés aux Bissa.

Aux XVII^{ème} et XIX^{ème} siècles, d'interminables levées des esclaves auraient opposé les Mossi aux Bissa. Ces guerres auraient fait émerger des chefferies locales et montré un clivage net entre les Bissa insoumis au Mogho Naba de Ouagadougou (Garango et

Zabré) et les « bissa par anatexie » soumis (Komtoèga, Lengha, Niaogho, Bittou, Bagré, Boussouma, Sanogho et Lergho).

3.2.2. Organisation sociale

Les Bissa et les Mossi constituent les deux principales ethnies de la province du Boulgou, ils partagent depuis des siècles deux histoires imbriquées. Leurs traditions et leurs coutumes ont fini par créer une symbiose culturelle. Mais les Mossi, véritables peuples de conquérants ont conservé le pouvoir politique et les Bissa, chef de terre, ont conservé le pouvoir culturel et religieux et mystique.

Il existe une chefferie traditionnelle Bissa. Elle émane de deux sources, la royauté mossi d'une part, et l'administration coloniale d'autre part. Il s'agissait pour l'une et l'autre source de créer les bases politiques et sociales de leur domination sur les populations Bissa.

3.2.3. Le phénomène de la pauvreté

Les enquêtes sur le profil de la pauvreté à l'échelle nationale successivement réalisées en 1994, 1998, 2003 et 2009 ont permis d'estimer le seuil absolu de pauvreté à 41 099 FCFA, 72 690 FCFA, 82 672 FCFA, et 108 454 FCFA par adulte et par an, respectivement en 1994, 1998, 2003 et 2009.

Les grandes tendances révélées par l'analyse des résultats de cette enquête montrent encore un caractère essentiellement rural (58%) de la pauvreté dans la région.

Tableau 2 : Pauvreté et accès aux services sociaux de base

Accès aux services de base	Burkina Faso (%)	Centre-est (%)
Accès à l'eau de boisson	88,5	85,9
Accès à l'eau potable	62,3	67,4
Accès à l'école primaire	65,6	53,7
Satisfaction école primaire	83,0	84,7
accès à l'école secondaire	26,6	27,3
satisfaction école secondaire	82,2	85,3
Accès au marché	54,8	44,0
Accès aux services de santé	36,0	35,0
Taux d'utilisation des services de santé	6,2	7,4
satisfaction des services de santé	81,5	82,8

Source : EA/QUIBB2007, INSD.

D'un point de vue comparatif, les taux de la région sont plus favorables par rapport aux nationaux pour ce qui est de certains services sociaux de base. Toutefois, on ne devrait pas perdre de vue le cas relativement inquiétant de l'enseignement secondaire. L'accès aux établissements secondaires technique surtout constitue un problème réel que la

région doit chercher à résoudre dans les meilleurs délais si elle compte amorcer son développement.

Le tableau suivant fait ressortir un indice de développement humain du Centre-est de 0,354 qui est supérieur à la moyenne nationale qui est de 0,327.

Les femmes, les personnes âgées, les enfants et les jeunes, sont les principaux groupes vulnérables. Les jeunes et les femmes constituent les groupes de prédilection du VIH/SIDA et des IST.

L'éducation même gratuite reste encore en défaveur des filles. Au cours de la période 2008-2009, le taux brut de scolarisation des filles était de 65,3 % contre 76,1 % pour les garçons.

Tableau 4. Indice du Développement Humain et Indice de Pauvreté au Centre-Est de 94 à 2003

Province	IDH en 2001	Incidence de pauvreté		
		1994	1998	2003
Boulgou	0,394	47,1%	54,8%	55,1%
Koulpélogo	0,268			
Kourittenga	0,400			
Centre-est	0,354			
Burkina Faso	0,327	44,5	45,3	46,4

Source : Rapports Développement Humain au BF, Lutte contre le Sida, 2001, EBCVM 1994 ; 1998 ; 2003.

CHAPITRE IV : CARACTERISTIQUES PHYSIQUES DES COMMUNES CIBLES DU PROJET

4.1. LA COMMUNE RURALE DE BEGUEDO

La commune est limitée dans sa partie Ouest par le Nakanbé qui fait office de limite naturelle entre elle et la commune de Niaogho. Elle est assez limitée en terres cultivables par contre a de réelles possibilités en terres inondables pour une culture de contresaison assez pourvoyeuse de revenus.

En matière de produits forestiers ligneux et non ligneux, la commune accusera un véritable déficit car la plupart de ses besoins étant situés sur des terres de la commune voisine.

Elle est à plus de 90% occupée par des champs de culture (à très faible potentiel agricole) et de la savane herbeuse à potentialité également réduite. Les pâturages sont d'ailleurs de très mauvaise qualité en dehors de ceux des zones inondées après le retrait des eaux du lit du Nakanbé.

En conclusion cette commune est à surveiller et à renforcer en matière de gouvernance locale des ressources naturelles. Le transfert urgent et réel des compétences en matière de gestion des ressources naturelles devra permettre au Conseil communal de mieux s'impliquer dans l'application des textes réglementaires et d'intégrer véritablement cette problématique dans son Plan Communal de Développement (PCD). Une action urgente en matière de plantations individuelles, de plantations de type paysager et de promotion d'un élevage économiquement productif, serait une des voies d'urgence. Le renforcement de la petite irrigation en saison sèche sera également un atout majeur pour la compensation de la baisse de fertilité des sols qui entraîne leur faible productivité (§ carte en page 57).

4.2. LA COMMUNE RURALE DE BISSIGA

La commune a de très bonnes potentialités forestières, agricoles, pastorales et peut-être fauniques avec une réintroduction et un aménagement des habitats.

En effet la carte indique une large disponibilité en terres cultivables avec un bon réseau hydrographique pouvant améliorer les productions agricoles de contre saison.

En matière de produits forestiers ligneux et non ligneux, la commune accuse une abondance relativement acceptable si des options de gestion conciliantes sont mises en œuvre.

Elle est à plus de 60% occupée par des savanes allant de l'arbustive à la boisée et des forêts claires. La savane herbeuse a des potentialités pastorales moyennes à bonnes avec des espèces fourragères d'assez bonne qualité.

Le transfert urgent et réel des compétences en matière de gestion des ressources naturelles devra permettre au Conseil communal de mieux s'impliquer dans l'application des textes réglementaires et d'intégrer véritablement cette problématique dans son Plan Communal de Développement (PCD). Une action urgente en matière d'aménagement de l'espace rural, de constitution de forêts communales ou villageoises, de plantations individuelles et de promotion d'un élevage économiquement productif, serait une des voies d'urgence. Le suivi rigoureux de la gestion des RN dans cette commune fera d'elle un réservoir pour la province. Le renforcement de la petite irrigation en saison sèche sera également un atout majeur pour la compensation de la baisse de fertilité des sols qui entraîne leur faible productivité (§ carte en page 58).

4.3. LA COMMUNE RURALE DE BOUSSOUMA

Comme la commune de Béguédo, la commune de Boussouma est limitée dans sa partie Ouest par le Nakanbé qui fait office de limite naturelle entre elle et la commune de Niaogho et celle de Gomboussougou dans la province du Zounwéogo (Foungou, Yakala).

Elle a de très bonnes terres cultivables mais avec très peu de réserves du fait des techniques culturales en déphasage avec l'état climatique actuel du pays, durement touché par les effets des changements climatiques. Avant l'aménagement des rives du barrage de Bagré, une bonne partie des terres de la commune étaient exploitées par les agriculteurs venus de la commune de Garango. La commune est à plus de 90% occupée par des champs de culture et de la savane herbeuse à bonne potentialité pastorale avec des zones inondables qui après le retrait de l'eau du Nakanbé procurent des pâturages de très bonne qualité. En matière de produits forestiers ligneux et non ligneux, la commune accuse une abondance moyenne à faible. Elle a également de bonnes potentialités touristiques (Woozi) et piscicoles.

Le transfert urgent et réel des compétences en matière de gestion des ressources naturelles devra permettre au Conseil communal de mieux s'impliquer dans l'application des textes réglementaires et d'intégrer véritablement cette problématique dans son Plan Communal de Développement (PCD). Une action urgente en matière d'aménagement de l'espace rural, de constitution de forêts communales ou villageoises, de plantations individuelles et de promotion d'un élevage économiquement productif, serait une des voies d'urgence. Le suivi rigoureux de la gestion des RN dans cette commune fera d'elle un réservoir pour la province. Le renforcement de la petite irrigation en saison sèche sera également un atout majeur pour la compensation de la baisse de fertilité des sols qui entraîne leur faible productivité (§ carte en page 59).

4.4. LA COMMUNE URBAINE DE BITTOU

Comme la commune de Bissiga, la commune de Bittou a de très bonnes potentialités forestières, agricoles, pastorales et peut-être fauniques avec une réintroduction et un aménagement des habitats.

En effet la carte indique une large disponibilité en terres cultivables avec un bon réseau hydrographique pouvant améliorer les productions agricoles de contre saison.

En matière de produits forestiers ligneux et non ligneux, la commune accuse une abondance relativement acceptable si des options de gestion conciliantes sont mises en œuvre.

Elle est à plus de 50% occupée par des savanes allant de l'arbustive à la boisée. La savane herbeuse a des potentialités pastorales moyennes à bonnes avec des pâturages d'assez bonne qualité (Zone pastorale de la Noaho).

Le transfert urgent et réel des compétences en matière de gestion des ressources naturelles devra permettre au Conseil communal de mieux s'impliquer dans l'application des textes réglementaires et d'intégrer véritablement cette problématique dans son Plan Communal de Développement (PCD). Une action urgente en matière d'aménagement de l'espace rural, de constitution de forêts communales ou villageoises, de plantations individuelles et de promotion d'un élevage économiquement productif, serait une des voies d'urgence. Le suivi rigoureux de la gestion des RN dans cette commune fera d'elle le second réservoir pour la province. Le renforcement de la petite irrigation en saison sèche sera également un atout majeur pour la compensation de la baisse de fertilité des sols qui entraîne leur faible productivité (§ carte en page 60).

4.5. LA COMMUNE URBAINE DE GARANGO

Totalement enclavée, la commune de Garango connaît de réels problèmes en ressources naturelles. Au Nord ses limites ne sont pas assez claires car empiétant dans les commune de Tenkodogo (Sabtenga) et de Dialgayé (Zimborou et Kalhinni).

A l'Est la commune de Tenkodogo la limite par Léda, Bidega et Langué. A l'Ouest elle est limitée par la commune de Komtoèga. Au Sud le lac du barrage de Bagré en est la limite naturelle avec un retrait d'abondantes surfaces cultivables pour en faire une zone pastorale.

En matière de produits forestiers ligneux et non ligneux, la commune accuse un véritable déficit car la plupart de ses besoins étant situés sur des terres des communes limitrophes en dehors de la zone Sud où les brousses des villages de Lergho et de Kombi-Natenga constituent de bonnes réserves mais sont sous une très haute pression anthropique.

Elle est à plus de 90% occupée par des champs de culture et de la savane herbeuse aux potentialités agricoles et pastorales très réduites en dehors des terres de la zone Sud.

En conclusion cette commune est à surveiller et à renforcer en matière de gouvernance locale des ressources naturelles. Le transfert urgent et réel des compétences en matière de gestion des ressources naturelles devra permettre au Conseil communal de mieux s'impliquer dans l'application des textes réglementaires et d'intégrer véritablement cette problématique dans son Plan Communal de Développement (PCD). Une action urgente en matière de plantations individuelles, de plantations de type aménagement paysagers et de promotion d'un élevage économiquement productif serait une des voies d'urgence.

Toute nouvelle action de lotissement des terres dans cette commune sera suicidaire et provoquera à très court terme un désordre social. Le renforcement de la culture maraîchère et de la petite irrigation en saison sèche sera également un atout majeur pour la compensation de la baisse des récoltes due à la faible productivité des sols (§ carte en page 61).

4.6. LA COMMUNE RURALE DE KOMTOEGA

Comme la commune de Bittou, la commune de Komtoèga a de très bonnes potentialités forestières, agricoles, pastorales et peut-être fauniques avec une réintroduction et un aménagement des habitats.

En effet la carte indique une large disponibilité en terres cultivables avec un bon sous-bassin versant du Nakanbé, pouvant largement améliorer les productions agricoles de contre saison et compenser les déficits céréaliers des cultures pluviales.

En matière de produits forestiers ligneux et non ligneux, la commune accuse une abondance relativement acceptable si des options de gestion conciliantes sont mises en œuvre.

Elle est très peu habitée avec plus de 60% occupée par des savanes allant de l'arbustive à la boisée. La savane herbeuse a des potentialités pastorales moyennes à bonnes avec des pâturages d'assez bonne qualité.

Commune à surveiller et à renforcer en matière de gouvernance locale des ressources naturelles surtout les sols, la forêt, les pâturages pour limiter les pressions anthropiques et en faire un réservoir provincial de compensation.

Le transfert urgent et réel des compétences en matière de gestion des ressources naturelles devra permettre au Conseil communal de mieux s'impliquer dans l'application des textes réglementaires et d'intégrer véritablement cette problématique dans son Plan Communal de Développement (PCD). Une action urgente en matière d'aménagement de l'espace rural, de constitution de forêts communales ou villageoises, de plantations individuelles et de promotion d'un élevage économiquement productif, serait une des voies d'urgence.

Le suivi rigoureux de la gestion des RN dans cette commune fera d'elle le troisième réservoir en sols et en RN pour la province. Le renforcement de la petite irrigation en saison sèche sera également un atout majeur pour le renforcement des revenus des populations et la compensation de la baisse de récolte en campagne agricole déficitaire (§ carte en page 62).

4.7. LA COMMUNE RURALE DE NIAOGHO

La commune est limitée dans sa partie Est par le Nakanbé qui fait office de limite naturelle entre elle et la commune de Béguédo. Elle est assez fournie en terres cultivables mais dont la qualité va en s'amenuisant du fait de l'agriculture itinérante avec des délais de jachère trop réduits. Elle a aussi de réelles possibilités en terres inondables pour une culture de contresaison assez pourvoyeuse de revenus et qui compense bien des déficits céréaliers des campagnes agricoles de plus en plus déficitaires.

En matière de produits forestiers ligneux et non ligneux, la commune commence à accuser des menaces véritables de déficit car la pression anthropique est élevée. La vente du bois et de ses dérivés prend de plus en plus corps en lieu et place du jardinage comme source de revenus extra-agricoles.

Elle est à plus de 90% occupée par des champs de culture et de la savane herbeuse à potentialité moyenne. Les pâturages sont d'assez bonne qualité surtout dans la zone Sud-ouest de la commune. Ils sont renforcés par les nombreux bas-fonds et les résidus de cultures du côté de Niariba. La culture maraîchère comme à Boussouma et Béguédo y est bien développée après le retrait des eaux du Nakanbé.

Le transfert urgent et réel des compétences en matière de gestion des ressources naturelles devra permettre au Conseil communal de mieux s'impliquer dans l'application des textes réglementaires et d'intégrer véritablement cette problématique dans son Plan Communal de Développement (PCD). Une action urgente en matière d'aménagement de l'espace rural, de constitution de forêts communales ou villageoises, de plantations individuelles et de promotion d'un élevage économiquement productif, serait une des voies d'urgence. Le suivi rigoureux de la gestion des RN dans cette commune fera d'elle un réservoir pour la province. Le renforcement de la petite irrigation en saison sèche sera également un atout majeur pour la compensation de la baisse de fertilité des sols qui entraîne leur faible productivité (§ carte en page 63).

4.8. LA COMMUNE URBAINE DE TENKODOGO

La commune de Tenkodogo a un très bon réseau hydrographique. A l'Est elle est occupée par des de très belles savanes allant d'arbustives à boisées. Quelques forêts claires sont identifiées dans la même zone. Le réseau hydrographique lui donne de réelles possibilités en terres humides pour une culture de contresaison assez pourvoyeuse de revenus extra-agricoles. En matière de produits forestiers ligneux et

non ligneux, la commune est un centre de collecte car c'est là que convergent les PFNL et ligneux du fait de la concentration humaine et du marché carrefour.

Le transfert urgent et réel des compétences en matière de gestion des ressources naturelles devra permettre au Conseil communal de mieux s'impliquer dans l'application des textes réglementaires et d'intégrer véritablement cette problématique dans son Plan Communal de Développement (PCD). Une action urgente en matière d'aménagement de l'espace rural, de constitution de forêts communales ou villageoises, de plantations individuelles et de promotion d'un élevage économiquement productif, serait une des voies d'urgence. Le suivi rigoureux de la gestion des RN dans cette commune permettra d'y limiter les dégâts de la pression anthropique. Le renforcement de la petite irrigation en saison sèche sera également un atout majeur pour le renforcement des revenus des populations et la compensation de la baisse de récolte en campagne agricole déficitaire (§ carte en page 64).

4.9. LA COMMUNE RURALE DE ZABRE

La commune est limitée dans sa partie Est par le Nakanbé qui fait office de limite naturelle entre elle et la commune de Bané, Bittou et le département de Bagré. Elle est aussi limitée à l'Ouest par le Nazinon qui fait office de limite naturelle avec le département de Zecco. Elle est assez fournie en terres cultivables mais dont la qualité va en s'amenuisant du fait de l'agriculture itinérante avec des délais de jachère trop réduits.

Elle a aussi de réelles possibilités en faune et en terres inondables pour une culture de contresaison assez pourvoyeuse de revenus et qui compense bien des déficits céréaliers des campagnes agricoles déficitaires. En matière de produits forestiers ligneux et non ligneux, la commune n'accuse aucune menace véritable de déficit car la pression anthropique est faible. La vente du bois et de ses dérivés n'est pas assez forte car le commerce est plus tourné vers les villes voisines du Ghana.

Elle est à plus de 50% occupée par des savanes allant de l'herbeuse à la boisée (zones Est et Ouest). Le réseau hydrographique est bien fourni avec le bassin du Nazinon à l'Ouest et celui du Nakanbé à l'Est.

Les observations sur cette communes sont valables également pour les communes voisines, Zoaga et Zonsé à faciès éco-climatiques similaires.

Le transfert urgent et réel des compétences en matière de gestion des ressources naturelles devra permettre au Conseil communal de mieux s'impliquer dans l'application des textes réglementaires et d'intégrer véritablement cette problématique dans son Plan Communal de Développement (PCD). Une action urgente en matière d'aménagement de l'espace rural, de constitution de forêts communales ou villageoises, de plantations individuelles et de promotion d'un élevage économiquement productif, serait une des voies d'urgence.

Le suivi rigoureux de la gestion des RN dans cette commune fera d'elle un quatrième réservoir pour la province. Le renforcement de la petite irrigation en saison sèche sera également un atout majeur pour la compensation de la baisse de fertilité des sols qui entraîne leur faible productivité (§ carte en page 65).

Adaptation aux effets des changements climatiques par Pagla-Yiri



Source. Photothèque Consultant

DEUXIEME PARTIE : PRESENTATION DES RESULTATS

“Ce document a été réalisé avec l’aide financière de l’Union Européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l’association Bissakou-Pou et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l’Union Européenne”

CHAPITRE I : IDENTIFICATION DES PRATIQUES

Tableau 6 : identification des pratiques capitalisables de Pagla-Yiri

Pratique 1. Extraction du beurre de karité	
Zone d'intervention	Zabré, Zoaga, Zonsé, Gomboussougou et Garango
Contexte	Pauvreté accentuée des femmes rurales
Problématique	Adaptation aux effets des changements climatiques par AGR
Objectifs à atteindre	Créer des emplois extra agricoles au profit des femmes en milieu rural
Acteurs en présences	Femmes de l'association et autres bénéficiaires
Rôles	Appuis financiers, Appuis techniques, Gestion, Coordination
Approche	Faire faire pour savoir faire
Pratique 2. Valorisation des points d'eau par combinaison d'AGR	
Zone d'intervention	Zabré, Zoaga, Zonsé, Gomboussougou et Garango
Contexte	Protection des RN et lutte contre la pauvreté
Problématique	Adaptation aux effets des changements climatiques par AGR
Objectifs à atteindre	Créer des emplois extra agricoles au profit des femmes en milieu rural
Acteurs en présences	Femmes de l'association et autres bénéficiaires
Rôles	Appuis financiers, Appuis techniques, Gestion, Coordination
Approche	Faire faire pour savoir faire
Pratique 3. Lutte contre la dracunculose par la gestion combinée des points d'eau	
Zone d'intervention	Zabré, Zoaga, Zonsé, Gomboussougou
Contexte	Gestion harmonieuse des ressources en eau en milieu rural
Problématique	Eau potable indisponible et prolifération de maladies liées
Objectifs à atteindre	Bien gérer l'eau et éradiquer les maladies (parasitose et dracunculose)
Acteurs en présences	Ensemble des foyers des villages ciblés
Rôles	Apport d'agrégats, participation aux travaux et mise en œuvre des AGR
Approche	Faire faire pour savoir faire
Pratique 4. Reforestation par méthode participative	
Zone d'intervention	Zabré, Zoaga, Zonsé, Gomboussougou
Contexte	Raréfaction des produits forestiers ligneux et non ligneux
Problématique	Problème de gestion des produits forestiers ligneux et non ligneux
Objectifs à atteindre	Lutter contre les effets des changements climatiques
Acteurs en présences	Populations de 4 communes
Rôles	Sensibilisation, actions, suivi, évaluation du projet
Approche	Faire faire pour savoir faire

Tableau 7 : Identification des pratiques capitalisables de Bissakou-Pou

Pratique 1. Méthode participative de protection de la faune et de son habitat	
Zone d'intervention	Villages de Lengha, Lengha Peulh, Yakala et Dierma
Contexte	Aménagement du barrage hydro-agricole de Bagré
Problématique	Conservation de la faune et de son habitat, cas des hippopotames
Objectifs à atteindre	Conserver l'habitat de l'hippopotame pour en faire un pôle d'attraction
Acteurs en présences	Populations des villages ciblés
Rôles	Assistance technique et financière, contribution en nature, gestion.
Approche	Approche progressive participative

Pratique 2. Mise en œuvre durable d'une forêt intercommunautaire et intercommunale	
Zone d'intervention	Communes de Bissiga, Lalgaye et Tenkodogo
Contexte	Effets des changements climatiques et dégradation du milieu physique
Problématique	Conservation et gestion partagées des RN intercommunautaires
Objectifs à atteindre	Faire émerger un esprit de gestion partagée des RN.
Acteurs en présences	Populations des 23 villages et Conseils communaux des 3 communes
Rôles	Assistance technique et financière, sensibilisation et participation
Approche	Approche progressive et participative
Pratique 3. Gestion assistée et durable des ressources en eau d'un bassin versant	
Zone d'intervention	Mogr-Nooré, Sampèma, Bèlayièrila, Sanbargou, Bèka, Nialé et Zèkèzè.
Contexte	Gestion concertée et durable des ressources en eau de la Volta.
Problématique	Dégradation des berges des cours d'eau et de leur régime
Objectifs à atteindre	Promouvoir le processus de gestion intégrée des ressources en eau
Acteurs en présences	Populations du bassin versant de la Volta tant au BF qu'au Ghana.
Rôles	Contribution en nature, participation à la gestion et à l'évaluation
Approche	Approche progressive et participative
Pratique 4. Promotion de la législation en matière de gestion citoyenne des RN	
Zone d'intervention	Béguédo, Boussouma, Garango, Niaogho et Tenkodogo
Contexte	Sous développement et de mise en œuvre de la SCADD
Problématique	Sous information des acteurs et des élus locaux
Objectifs à atteindre	Rendre aptes les acteurs et des élus locaux
Acteurs en présences	Elus locaux, Agents des SDE, Membres Osc et CVD
Rôles	Participation animation et réplication dans les villages et secteurs.
Approche	Approche progressive et participative

Tableau 8 : Identification des pratiques capitalisables de Wendenkodo

Pratique 1. Adaptation aux effets des changements climatiques par la foresterie	
Zone d'intervention	Quatorze villages de la commune de Bissiga
Contexte	Accentuation de perception des effets des changements climatiques
Problématique	Gestion dégradante des RN dans un contexte de déficit généralisé
Objectifs à atteindre	Promouvoir un esprit citoyen dans la gouvernance locale des RN
Acteurs en présences	Populations des 14 villages
Rôles	Investissements humains et participation durable à la mise en œuvre
Approche	Sensibilisation et motivation à l'action

Tableau 9 : Identification des pratiques capitalisables de Kouminto

Pratique 1. Reforestation par le système de troc compensatoire d'actions	
Zone d'intervention	Centre St Vincent de Paul dans la commune de Garango
Contexte	Perception forte des effets des changements climatiques
Problématique	Partenariat mutuellement profitable entre organisations locales
Objectifs à atteindre	Echanger des services compensatrices de façon équilibrée
Acteurs en présences	Centre St Vincent de Paul de Garango et l'OSC Kouminto
Rôles	Concertation et assistance mutuelle par activités compensatrices
Approche	Planification et action concertée

"Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union Européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'association Bissakou-Pou et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union Européenne"

Pratique 2. Amélioration de la fourniture en eau potable et lutte contre le péril fécal	
Zone d'intervention	Secteur de la commune de Garango
Contexte	Faible niveau d'assainissement et de fourniture en eau potable
Problématique	Eradication des maladies liées à l'eau et à niveau d'assainissement
Objectifs à atteindre	Informier et former les chefs de ménages, jeunes de 17-35 ans
Acteurs en présences	Animateurs et Animateurs relais de porte en porte et populations
Rôles	Animation, sensibilisation et disponibilité dans la mise en œuvre
Approche	Formation et contact direct par "le porte à porte"
Pratique 3. Responsabilisation citoyenne des acteurs par la maîtrise de la législation	
Zone d'intervention	Commune de Bané
Contexte	Adaptation aux effets des changements climatiques
Problématique	Dégradation avancée des RN et démographie galopante
Objectifs à atteindre	Faire connaître les causes pour mieux s'attaquer aux conséquences
Acteurs en présences	Membres des CVD, du Conseil municipal et les leaders d'opinion
Rôles	Plaidoyer, Identification des bénéficiaires, Formation et action
Approche	Réunion de groupe et approche individuelle

Tableau 10 : Identification des pratiques de AJVLS/SE

Pratique 1. Adaptation des comportements aux effets des changements climatiques	
Zone d'intervention	Communes de Béguédo, Boussouma et Niaogho
Contexte	Effets des changements climatiques et recherche d'atténuation
Problématique	Adaptation aux effets des changements climatiques par la maîtrise des causes et des facteurs
Objectifs à atteindre	Faire connaître les causes pour mieux s'attaquer aux conséquences
Acteurs en présences	Membres des CVD, du Conseil municipal et les leaders d'opinion
Rôles	Plaidoyer, Identification des bénéficiaires, Formation et action
Approche	Formation à partir des boîtes à image

Tableau 11. Identification des pratiques de Dakupa

Pratique 1. Préservation de l'environnement combinée à la lutte contre la désertification	
Zone d'intervention	Commune de Garango
Contexte	Désertification et effets des changements climatiques
Problématique	Préservation de l'environnement des populations et lutter contre la désertification
Objectifs à atteindre	Gérer les ordures ménagères et vulgariser les foyers améliorés
Acteurs en présences	Populations de la commune
Rôles	Mise en œuvre du projet à travers l'application de la pratique
Approche	Formation, sensibilisation et mise en place des brigades de salubrité
Pratique 2. Promotion des AGR individuelles et collectives	
Zone d'intervention	Communes de Garango, Komtoèga, Niaogho et Tenkodogo
Contexte	Lutte contre la pauvreté féminine en milieu rural
Problématique	Résolution de la question de pauvreté féminine en milieu rural
Objectifs à atteindre	Accroître les revenus extra-agricoles des acteurs en milieu rural
Acteurs en présences	Femmes en activité économique ou désireuses du maraîchage
Rôles	Constitution de sous groupes d'action et contrat de prêts avec garantie

Approche	Expression, choix, formation, mise à disposition des prêts
Pratique 3. Réduction de la vulnérabilité de quatre GVF par l'exploitation des PFNL	
Zone d'intervention	Communes de garango, Komtoèga et Tenkodogo
Contexte	Adaptation aux effets des changements climatiques en milieu rural
Problématique	Perception des conséquences des effets des changements climatiques
Objectifs à atteindre	Réduire la vulnérabilité socio-économique des groupements forestiers
Acteurs en présences	Productrices membres des groupements et agrosylvopasteurs
Rôles	Mise en œuvre du projet par implication personnelle
Approche	Sensibilisation, formation, équipement, faire-faire pour faire.
Pratique 4. Objectifs du Millénaire pour le Développement par l'eau et l'assainissement	
Zone d'intervention	Cinq communes du Boulgou et huit du Koulpélogo
Contexte	Objectifs du Millénaire pour le Développement
Problématique	Pauvreté et droits des peuples au développement
Objectifs à atteindre	Améliorer le taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement
Acteurs en présences	Cinq communes dans le Boulgou et huit dans le Koulpélogo
Rôles	Participation physique et financière et matérielle à la mise en œuvre
Approche	Expression, identification, formation, action et suivi participatifs

CHAPITRE II

DESCRIPTION DES PRATIQUES

Tableau 12 : Description des pratiques de Pagla-Yiri

Pratique	Incidences	Difficultés rencontrées	Effets positifs	Effets négatifs
Extraction du beurre de karité	Acquis en matériels et unités de production	Aucune difficulté en dehors des prix trop fluctuants des amandes de karité et leur rareté.	30 000 000 fr CFA Disponibilité des bénéficiaires	Saturation du marché
Valorisation des points d'eau par combinaison d'AGR	7 jardins 10 pépinières 50000 plants 10000 femmes formées	Insuffisance de la maîtrise de gestion de l'eau par les bénéficiaires	13 000 000 fr CFA Disponibilité des bénéficiaires	Incompréhension des acteurs
Lutte contre la dracunculose par la gestion combinée des points d'eau	50 puits GD 7 sites maraîchers 10 pépinières forestières	Inondations des puits. Tarisement des puits	109 000 000 fr CFA Disponibilité des bénéficiaires	Pluies diluviennes et inondations Pluies irrégulières
Reforestation par méthode participative	34 ha en commun 10 ha individuels	Irrégularité et durée des pluies	3 000 000 fr CFA Disponibilité des bénéficiaires	Pluies irrégulières Mortalité précoce

Tableau 13. Description des pratiques de Bissakou-Pou

Pratique	Incidences	Difficultés rencontrées	Effets positifs	Effets négatifs
Méthode participative de protection de la faune et de son habitat	2050 formés 3 émissions 2 théâtres forum	SDE souvent peu disponibles	52 000 000 Fr CFA	Impraticabilité des voies d'accès
Mise en œuvre durable d'une forêt intercommunautaire et intercommunale	600 T de fumure organique 200 producteurs formés	Faible financement SDE souvent peu disponibles	30 000 000 fr CFA 10 000 000 Frs CFA	Découragement des partenaires pour non prise en charge
Gestion assistée et durable des ressources en eau d'un bassin versant	10 000 informés 1 guide réalisé 500 affiches 235 formés 60 km de berges 570 ha plantés. 16 ouvrages hydrauliques 5.10 ⁶ de recettes	Faible financement SDE souvent peu disponibles	96 000 000 fCFA	Partenaires peu disponibles
Promotion de la législation en matière de gestion citoyenne des RN	24 textes 28 doc. remis 34 formés 5000 Producteurs formés 150 membres CVD	Faible financement SDE souvent peu disponibles	Disponibilité de 32 000 000 fr CFA	Impraticabilité des voies d'accès dans certains villages

“Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union Européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'association Bissakou-Pou et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union Européenne”

Tableau 14. Description des pratiques de Wendenkodo

Pratique	Incidences	Difficultés rencontrées	Effets positifs	Effets négatifs
Adaptation aux effets des changements climatiques par la foresterie villageoise	14 forêts 14 CGF	Mobilisation des populations Surveillance	Moyen financiers et matériels et humains disponibles	Effets de la sécheresse

Tableau 15. Description des pratiques de Kouminto

Pratique	Incidences	Difficultés rencontrées	Effets positifs	Effets négatifs
Reforestation par le système de troc compensatoire d'actions	1 puits GD pour Kouminto 1000 pieds d'Eucalypt. plantés pour CSVP	Aucune difficulté	6 000 000 fr CFA	Partenaires peu fréquents
Amélioration de la fourniture en eau potable et lutte contre le péril fécal	1100 ménages formés 640 ménages formés en péril fécal	Inhabitude des cibles	400000 fr CFA	Faiblesse et durée du financement
Responsabilisation citoyenne des acteurs par ma maîtrise de la législation	CVD et Conseillers formés	Aucune difficulté majeure	550000 fr CFA	Faiblesse et durée du financement

Tableau 16. Description des pratiques de AJVLS/SE

Pratique	Incidences	Difficultés rencontrées	Effets positifs	Effets négatifs
Adaptation des comportements aux effets des changements climatiques	CVD formés Conseillers formés 10 groupements 1 union formée 2 rencontres bilans 1 voyage d'échange 1 boîte à images créée	Néant	Disponibilités financière et matérielle et humaine	Faible durée et faible effectif touché

Tableau 17. Description des pratiques de Dakupa

Pratique	Incidences	Difficultés rencontrées	Effets positifs	Effets négatifs
Adaptation des comportements aux effets des changements climatiques	Brigades de salubrité Emission radio Deux sites d'ordures Formation compostage	Analphabétisme	7 000 000 fCFA	Refus des commerçants Incapacité des ménages à contribuer
Promotion des AGR individuelles et collectives	110 femmes formées en aviculture Octroi de crédits à 110 femmes 2 ha de jardin crédit pour 9 GVF Equipements	Faible engagement des actrices Analphabétisme	12 300 000 fCFA	Tarissement des points d'eau
Réduction de la vulnérabilité de quatre GVF par l'exploitation des PFNL	4 GVF féminins formés 100 femmes ont transformé les Pfnl Reboisement et	Faible compétence des acteurs	12 600 000 fCFA	Mauvais taux de reprise Faible des Pfnl Feux de brousse

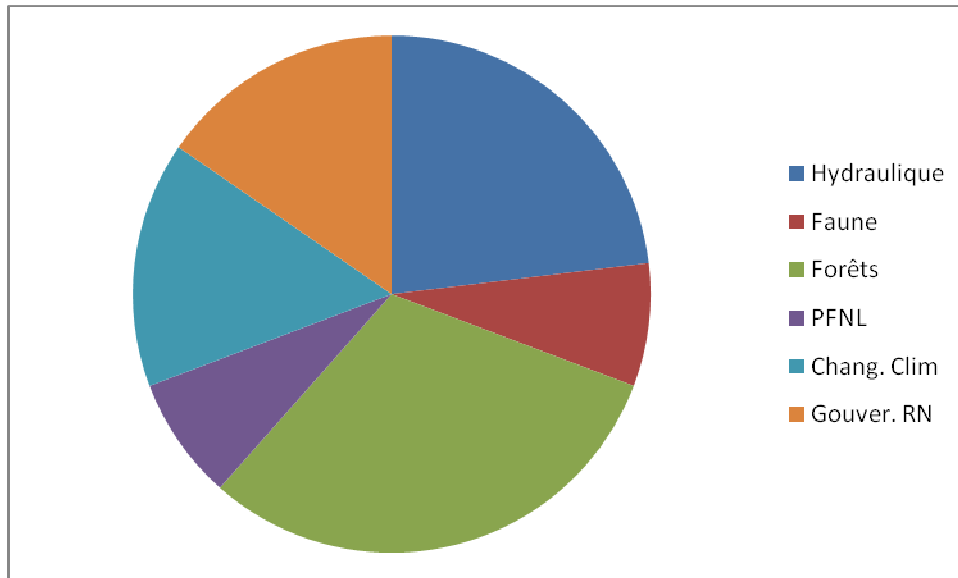
“Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union Européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'association Bissakou-Pou et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union Européenne”

	protection du massif forestier exploité			Surexploitation
Objectifs du Millénaire pour le Développement par l'eau et l'assainissement	120 hygiénistes formés, 120 maçons formés, 36 clubs de santé scolaires, 70 forages neufs, 95 forages réhabilités, 50 latrines réalisées, 60 latrines réhabilitées	Contributions financières non tolérées	120 000 000 fCFA	Mobilisation des acteurs Réticences des populations

CHAPITRE III ANALYSE DES PRATIQUES

3.1. ANALYSE SELON LES DOMAINES DES PRATIQUES

Figure 2. Domaines des pratiques



Commentaire

Selon les domaines d'intervention des Osc, la figure montre que :

- ✚ La foresterie vient en tête des domaines et confirme la description de la situation écologique de chacune des communes cibles. Le bois de feu, les produits forestiers non ligneux seront les réelles sources de conflits entre les populations d'ici une décennie.
- ✚ L'eau potable, l'hydraulique pastorale, la protection des cours d'eau et l'utilisation concertée et durable des points d'eau, suivent dans les choix de domaines d'intervention des Osc.
- ✚ Au regard du niveau d'accès aux informations sur les textes législatifs et réglementaires des populations, quasi analphabètes, rien ne pouvait permettre la pérennisation des pratiques sans un préalable de maîtrise de ces textes. C'est un domaine beaucoup exploré par les Osc.

3.2. ANALYSE SELON LE PARTENARIAT

L'enquête auprès des partenaires habituels des OSC a été conduite auprès de Cvd, Mairies, Services déconcentrés de l'Etat en charge du développement rural, projets et programmes de développement local intégré.

Compte tenu des délais et des positions géographiques des OSC et des partenaires identifiés, les enquêtes ont surtout porté sur les partenaires plus accessibles. Les principaux domaines d'intervention des OSC et la part contributive des partenaires sont consignés dans les tableaux qui suivent.

Tableau 18. Appréciation du partenariat entre les OSC et le CVD de Lengha

Nom de l'OSC	Domaine d'intervention	Contribution du CVD et de la commune
NATURAMA	Faune et tourisme	Sensibilisation, et reconnaissance officielle
Bissakou-Pou	Formation et AGR	Sensibilisation, agrégats et main d'œuvre locale

Tableau 19 : Appréciation du partenariat entre les OSC et le CVD de Zigla Koulpélé

Nom de l'OSC	Domaine d'intervention	Contribution du CVD et de la commune
Born Fonden	Pas encore d'activités définies	Non définie
ECOSAN	Assainissement et péril fécal	Sensibilisation, agrégats et main d'œuvre

Tableau 20 : Appréciation du partenariat entre les OSC et commune de Niaogho

Nom de l'OSC	Domaine d'intervention	Contribution de la commune
Dakupa	Assainissement, Eau, Alphabétisation.	Sensibilisation, Agrégats
ARNI	Infrastructures et équipements	Terrain, Agrégat et MO locale
Born Fonden	AGR , Parrainage, Infrastructures	Choix des enfants et des actions
OCADES	Aménagement des sites maraichers	Sensibilisation, MO locale

Tableau 19 : Appréciation du partenariat entre les OSC et la commune de Béguédo

Nom de l'OSC	Domaine d'intervention	Contribution de la commune
Hôôka-Kuma	Savonnerie	Sensibilisation et mise à disposition du local
Hautes-Alpes (Jumelage)	Santé, Infrastructures et équipements scolaires Environnement, AGR, Alphabétisation, Cantine scolaire	Sensibilisation, Main d'œuvre locale

Tableau 20 : Appréciation du partenariat entre les OSC et la commune de Komtoèga

OSC/Partenaire	Domaine d'intervention	Contribution de la commune
Dakupa	Hydraulique villageoise et assainissement	Sensibilisation/mobilisation
Bissakou-Pou	Renforcement des capacités	Sensibilisation/mobilisation
Laval	Infrastructures scolaires, Parrainage, AGR	Sensibilisation/mobilisation
St Jean Leblanc	Infrastructures scolaires, et équipements	Sensibilisation/mobilisation
ARKTG	Fourniture d'équipements sanitaires	Sensibilisation/mobilisation

Tableau 21 : Appréciation du partenariat entre les OSC et la DRAH/CE

Nom de l'OSC	Domaine d'intervention	Contribution de la DRAH
Dakupa	Hydrauliques et Assainissement	Suivi des travaux
Bissakou-Pou	Gestion des bassins versants	Financement et suivi
Regard d'Espoir	Renforcement des capacités	Coordination des activités

Tableau 22 : Appréciation du partenariat entre les OSC et la DREDD/CE

Nom de l'OSC	Domaine d'intervention	Contribution de la DREDD
Bissakou-Pou	Pépinières, Reboisement, Protection des berges	Appui technique et conseils
Regard d'Espoir	Sensibilisation/éducation des populations	Appui technique et conseils
Pagla-Yiri	PFNL, Gestion des déchets ménagers	Appui technique et conseils

“Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union Européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'association Bissakou-Pou et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union Européenne”

Tableau 23 : Appréciation du partenariat entre les OSC et la DRRA/CE

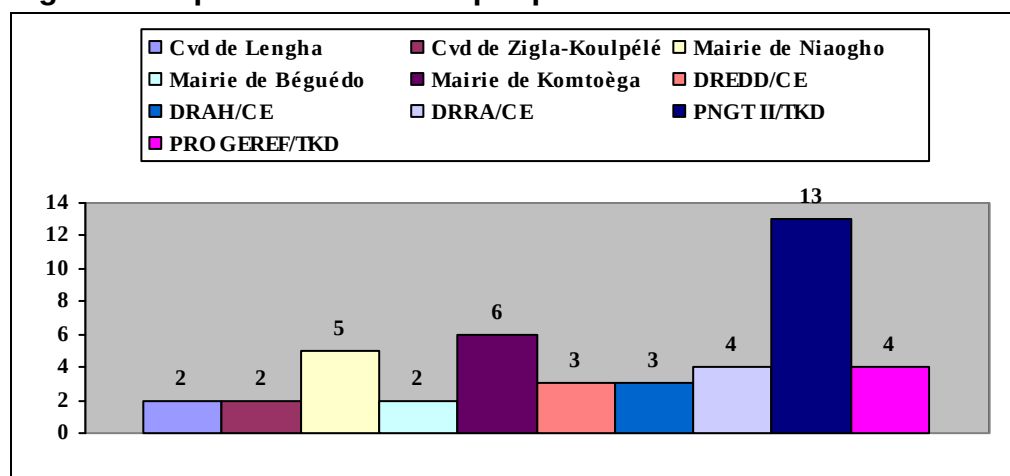
Nom de l'OSC	Domaine d'intervention	Votre contribution
Dakupa	Mini laiterie et autres produits laitiers	Suivi et encadrement
Italie Cils	Formation des producteurs	Formation et encadrement
Bissakou-Pou	Protection des berges/Embouche	Formation et encadrement
Regard d'espoir	Renforcement des capacités	Suivi et appuis conseils

Tableau 24 : Appréciation du partenariat entre les OSC et le PNGT2

Nom de l'OSC	Domaine d'intervention	Votre contribution
CEJAB, Bissakou-Pou Dakupa, AJVLS AEA, AJAD, ASSO Venegré, Regard d'espoir, RAJS, ANAP, Kouminto	Renforcement des capacités Encadrement et mise en œuvre des projets locaux	Assistance technique et financière Mise à leur disposition des modules

Tableau 25 : Appréciation du partenariat entre les OSC et le PROGEREF

Nom de l'OSC	Domaine d'intervention	Contribution du Progeref
Bissakoupou	Gouvernance locale des RN	Assistance financière et technique
APPB (Pêcheurs)	Protection des berges	Assistance financière et technique
Kounanlé	Renforcement des capacités	Assistance financière et technique
Koumalé	Renforcement des capacités	Assistance financière et technique

Figure 3. Répartition des OSC par partenaire**Commentaires 11. Perception du partenariat**

De manière unanime, toutes les structures enquêtées reconnaissent aux OSC les avantages et importances qui suivent. Les OSC contribuent à l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement. Elles constituent le meilleur levier de mobilisation des populations. Elles ont de très bonnes pratiques de renforcement des capacités des acteurs. Elles contribuent positivement donc au développement économique et social de leur zone d'intervention.

La mise en place et la formation des COGES, des CPB, des cellules techniques dans le cadre de la gestion des points d'eau, l'assainissement local (latrines, prise d'eau potable) et de la protection des berges du Nakanbé ; la formation, la mise en place des financements des AGR, l'alphabétisation, l'hydraulique villageoise et la promotion de l'élevage et des produits laitiers, ont été assez reconnus comme activités de prédilection des OSC comme DAKUPA, BISSAKOUPOU.

L'exploitations des produits forestiers non ligneux, la savonnerie, la culture maraîchère en association avec la gestion des points d'eau, le beurre de karité, la lutte contre la pollution des sols et des eaux, la communication radiodiffusée et la mise en place des fonds de développement des AGR, sont des pratiques et expériences suffisamment maîtrisées par PAG-LA-YIRI.

Les pratiques nouvelles telles que "les trocs mutuels" ont été expérimentées avec succès par KOUMINTO dans le cadre des reboisements collectifs.

Les OSC contribuent à l'éveil des consciences des populations quant à la protection des ressources naturelles et l'amélioration de leur cadre de vie. Elles sont plus proches des populations qui sont les seules à mieux apprécier les retombées des différentes interventions des partenaires.

Dans le cadre du PNGT2 ce partenariat a permis les résultats suivants :

- 32 600 acteurs locaux ont été touchés en 2010 sur les thèmes de la gouvernance locale des RN et l'écocitoyenneté ;
- 10 253 acteurs locaux ont été touchés par le thème des changements climatiques en 2011.

Les OSC sont disposées à contribuer à la réflexion sur les problématiques majeures liées à la dégradation des RN au niveau local et à développer des approches adaptées à leur atténuation.

Commentaire 12. Fréquences du partenariat avec les OSC

Les CVD n'ont pas établi assez de partenariat avec les OSC du fait de leur place dans le dispositif politico-administratif. En effet le circuit d'établissement du partenariat passant toujours par le maire est plus long et semble trop contraignant pour certaines OSC.

Les projets exceptés, les SDE ne sont pas aussi nantis en partenariat avec les OSC. Très pauvres et avec beaucoup de difficultés de fonctionnement, ces entités se tournent vers les projets relevant de leur ressort pour exécuter leurs programmes. Ils ne sont pas de ce fait capables d'entretenir et d'animer efficacement un partenariat de longue durée avec les OSC, tous deux étant des nécessiteux.

Les projets de développement local intégré accusent habituellement le plus fort taux en partenariat. Ici le PNGT2 présente le plus fort nombre de partenaires. Le PROGREF en a fait autant mais avec des groupements qui relèvent du mouvement coopératifs, juridiction différente de celle qui régit les OSC.

3.3. ANALYSE SELON LA CAPACITE D'APPROPRIATION DES ACTEURS

Les meilleurs signes d'appropriation des résultats de la capitalisation sont :

- ☐ Le niveau de participation des bénéficiaires directs
- ☐ Le niveau de compréhension et de responsabilisation des bénéficiaires
- ☐ La disponibilité des intrants ou matières premières de la pratique
- ☐ L'adhésion des acteurs administratifs et politiques locaux

Plus de 70% des acteurs ont participé à la réalisation des résultats, les pratiques sont devenues des savoirs dans la plupart des cas et l'adhésion des autorités a été totale.

Tableau 26. Analyse des pratiques selon l'appropriation des acteurs

Osc	Pratique	Indicateurs Objectivement Vérifiables		
		Participation des acteurs	Devenir des pratiques	Niveau de soutien de l'autorité locale
Pagla-Yiri	Extraction du beurre de karité	Plus de 70% des acteurs ont participé	Les pratiques sont devenues des savoirs	Très bon
	Valorisation des points d'eau par combinaison d'AGR	Plus de 70% des acteurs ont participé	Les pratiques sont devenues des savoirs	Très bon
	Lutte contre la dracunculose par la gestion combinée des points d'eau	Au moins 60% des acteurs ont participé	Les pratiques sont devenues des savoirs	Moyen du fait des difficultés connues
	Reforestation par méthode participative	70% des acteurs ont participé	Les pratiques sont appropriées	Moyen du fait des difficultés connues
Bissakoupou	Méthode participative de protection de la faune et de son habitat	90% des acteurs ont adhéré à l'initiative	Le projet n'a pas eu de suite et le site est là sans statut	Moyen du fait des difficultés connues
	Mise en œuvre durable d'une forêt intercommunautaire et intercommunale	90% des acteurs ont adhéré à l'initiative	Les pratiques sont appropriées	Très bon
	Gestion assistée et durable des ressources d'un bassin versant	Tous les acteurs ont participé	Les pratiques sont appropriées	Très bon
	Promotion de la législation en matière de gestion citoyenne des RN	Les cibles ont été tous formés	Non la théorie acquise lors de la formation n'a pas suffi à transformer la pratique en savoir	Très bon
Wendenkodo	Adaptation aux effets des changements climatiques par la foresterie villageoise	90% des acteurs ont adhéré à l'initiative	Les pratiques sont appropriées	Très bon

"Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union Européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'association Bissakou-Pou et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union Européenne"

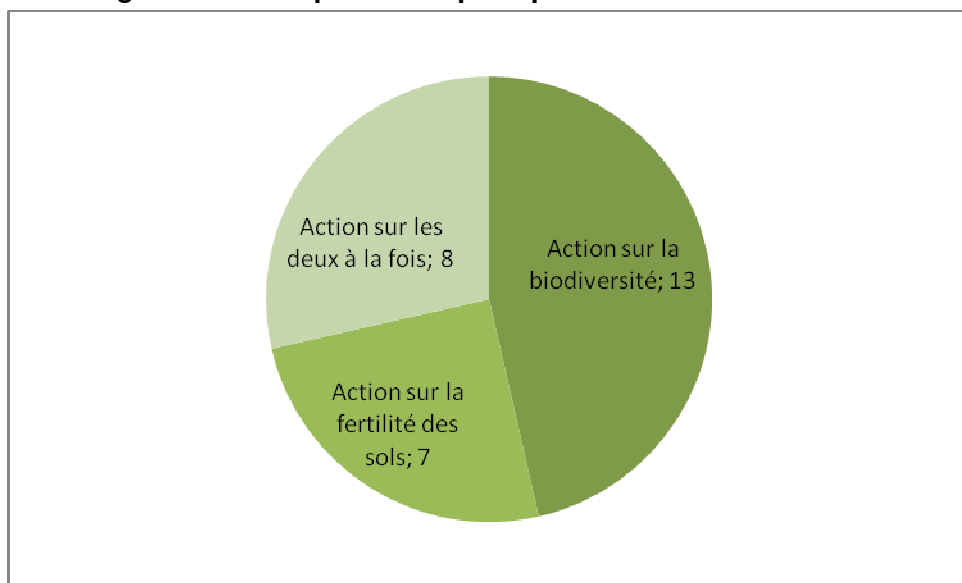
Kouminto	Reforestation par le système de troc compensatoire d'actions	Tous les deux groupes d'acteurs ont participé	Les pratiques sont appropriées	Accompagnement raisonné du fait de la pratique trop engageante
	Amélioration de la fourniture en eau potable et lutte contre le péril fécal	Les acteurs ont participé	Non la théorie acquise lors de la formation n'a pas suffi à transformer la pratique en savoir mais en geste incertain.	Oui
	Responsabilisation citoyenne des acteurs par ma maîtrise de la législation	Les acteurs ont participé	Non la théorie acquise lors de la formation n'a pas suffi à transformer la pratique en savoir.	Oui
AJVLS/E	Adaptation des comportements aux effets des changements climatiques	Les acteurs ont participé	Non la théorie acquise lors de la formation n'a pas suffi à transformer la pratique en savoir.	Oui
Dakupa	Adaptation des comportements aux effets des changements climatiques	Participation mitigée	Non adhésion des acteurs	Engagement limité des autorités locales
	Promotion des AGR individuelles et collectives	Participation efficace	Pratiques bien appropriées	Engagement limité des autorités locales
	Réduction de la vulnérabilité de quatre GVF par l'exploitation des PFNL	Participation efficace	Pratiques bien appropriées	Engagement limité des autorités locales
	Objectifs du Millénaire pour le Développement par l'eau et l'assainissement	Participation mitigée	Pratiques pas bien appropriées	Engagement limité des autorités locales

3.4. ANALYSE SELON LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX

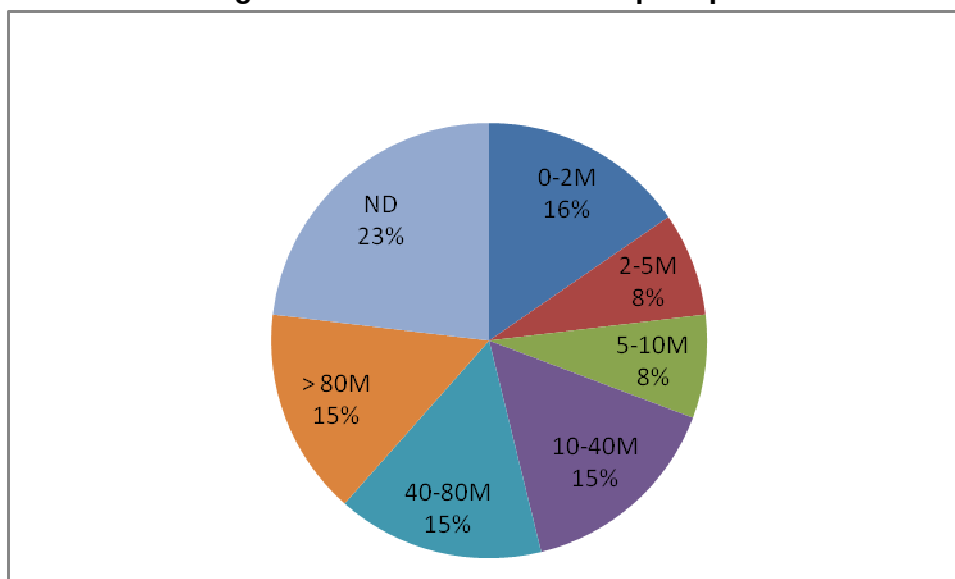
Tableau 27 : Analyse selon les impacts environnementaux

Pratique	Action sur la biodiversité	Action sur la gestion durable des terres
Extraction du beurre de karité	Pas d'action directe sur la biodiversité	Les effets sont indirects par l'utilisation des revenus pour l'amélioration de la fertilité.
Valorisation des points d'eau par combinaison d'AGR	La bonne gouvernance de l'eau contribue à la sauvegarde de la biodiversité	Effets directs sur la fertilité des sols et sur leur productibilité.
Lutte contre la dracunculose par la gestion combinée des points d'eau	Pas d'action directe sur la biodiversité	Effets directs sur la fertilité des sols et sur leur productibilité.
Reforestation par méthode participative	La pratique est elle-même une voie de maintien de la biodiversité	Effets indirects de la végétation sur la régularité des pluies et les rendements des sols

Méthode participative de protection de la faune et de son habitat	La sauvegarde de l'habitat de l'espèce est un gage de sa protection	Pas d'effets sur les sols
Mise en œuvre durable d'une forêt intercommunautaire et intercommunale	La pratique est elle-même une voie de maintien de la biodiversité	Oui la forêt est une source d'enrichissement des sols par l'humification.
Gestion assistée et durable des ressources en eau d'un bassin versant	La bonne gouvernance des bassins versants sont sources de sauvegarde de la biodiversité	Effets indirects de la végétation sur la régularité des pluies et les rendements des sols
Promotion de la législation en matière de gestion citoyenne des RN	Eveil de la conscience qui assure la sauvegarde de la diversité biologique	La gestion durable des terres et des pâturages est abordée
Adaptation aux effets des changements climatiques par la foresterie villageoise	La pratique est elle-même une voie de maintien de la biodiversité	Effets indirects de la végétation sur la régularité des pluies et de l'élevage sur les sols
Reforestation par le système de troc compensatoire d'actions	La plantation étant monospécifique est une menace en la matière	L'espèce est acidifiante pour les sols donc ne participe pas bien à leur qualité.
Amélioration de la fourniture en eau potable et lutte contre le péril fécal	Non	Les latrines vidangées servent d'engrais pour les champs
Responsabilisation citoyenne des acteurs par ma maîtrise de la législation	Eveil de la conscience qui assure la sauvegarde de la diversité biologique	La gestion durable des terres et des pâturages est abordée
Adaptation des comportements aux effets des changements climatiques	Eveil de la conscience qui assure la sauvegarde de la diversité biologique	La gestion durable des terres et des pâturages est abordée
Adaptation des comportements aux effets des changements climatiques	Impacts directs sur la diversité biologique	Action directe sur les sols et leur fertilité
Promotion des AGR individuelles et collectives	Impacts directs sur la diversité biologique	Action indirecte sur les sols et leur fertilité
Réduction de la vulnérabilité de quatre GVF par l'exploitation des PFNL	Impacts directs sur la diversité biologique	Action indirecte sur les sols et leur fertilité
Objectifs du Millénaire pour le Développement par l'eau et l'assainissement	Impacts indirects sur la diversité biologique	Action indirecte sur les sols et leur fertilité

Figure 4. Les impacts des pratiques sur l'environnement

3.5. ANALYSE SELON LA REPLICABILITE

Figure 5. Coûts de revient des pratiques

Commentaire 14.

Les coûts de revient des pratiques sont en partie responsables de leur réplicabilité. Mais une fois maîtrisée et rendue en savoirs et savoir-faire elles sont répliquables sans apport de soutien externe en termes d'argent.

Les pratiques axées sur le renforcement des capacités des acteurs sont peu répliquables sans apports financiers et matériels de l'extérieur.

Celles qui touchent à l'eau potable, au péril fécal et aux mains sales, sont comme les précédentes difficilement répliquables. Il n'y a aucune assurance de la disponibilité des acteurs à respecter les consignes contre le péril fécal et se donner du temps nécessaire pour en parler aux autres. De manière générale, le coût de revient d'une pratique n'est pas un obstacle à sa répliquabilité dans tous les cas de figure (Cf. Tableau 28).

Tableau 28. Conditions de répliquabilité

Pratique	Conditions de répliquabilité
Extraction du beurre de karité	Disponibilité et accessibilité de la matière première.
Valorisation des points d'eau par combinaison d'AGR	Disponibilité des sources de crédits
Lutte contre la dracunculose par la gestion combinée des points d'eau	Disponibilité des acteurs à appliquer les consignes
Reforestation par méthode participative	La pluie et la divagation des animaux
Méthode participative de protection de la faune et de son habitat	Disponibilité de financements et des acteurs
Mise en œuvre durable d'une forêt intercommunautaire et intercommunale	Disponibilité de tous les villages concernés et des SDE
Gestion assistée et durable des ressources en eau d'un bassin versant	Disponibilité de tous les acteurs concernés et des SDE
Promotion de la législation en matière de gestion citoyenne des RN	Traduction des textes en langues nationales
Adaptation aux effets des changements climatiques par la foresterie villageoise	Traduction des textes en langues nationales
Reforestation par le système de troc compensatoire d'actions	Trouver des partenaires disposés pour assurer l'échange des actions.
Amélioration de la fourniture en eau potable et lutte contre le péril fécal	Moyens pour la formation et pour l'assainissement.
Responsabilisation citoyenne des acteurs par ma maîtrise de la législation	Traduction des textes en langues nationales
Adaptation des comportements aux effets des changements climatiques	Traduction des textes en langues nationales
Adaptation des comportements aux effets des changements climatiques	Disponibilité des acteurs et acceptation de contribuer aux coûts.
Promotion des AGR individuelles et collectives	Disponibilité de financements et des acteurs
Réduction de la vulnérabilité de quatre GVF par l'exploitation des PFNL	Disponibilité de la matière première et du circuit d'écoulement
Objectifs du Millénaire pour le Développement par l'eau et l'assainissement	Disponibilité des acteurs et acceptation de contribuer aux coûts.

3.5. ANALYSE SELON LES IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES

Lors qu'une pratique est mise en partage par diffusion au profit d'acteurs externes, leur première réaction - et la plus logique - est « ça me rapporte quoi ? ». Une pratique, une expérience ou un savoir-faire, qui n'apporte pas de plus value est voué(e) à l'oubli ». Les impacts socio-économiques seront notés de 0 à 5 par ordre de croissance.

Tableau 29 : Analyse des pratiques selon leurs impacts socioéconomiques

Pratique	CGRFD	CACV	CAE	CPPFNL	CAAEE	CLECD	Totaux
Extraction du beurre de karité	5	5	2	4	5	5	26/30
Valorisation des points d'eau par combinaison d'AGR	4	4	4	3	5	3	23/30
Lutte contre la dracunculose par la gestion combinée des points d'eau	2	5	3	1	2	2	15/30
Reforestation par méthode participative	3	2	4	5	2	2	18/30
Méthode participative de protection de la faune et de son habitat	2	1	4	4	1	1	13/30
Mise en œuvre durable d'une forêt intercommunautaire et intercommunale	4	4	4	5	3	4	24/30
Gestion assistée et durable des ressources en eau d'un bassin versant	2	3	5	5	1	3	19/30
Promotion de la législation en matière de gestion citoyenne des RN	1	1	1	1	1	1	5/30
Adaptation aux effets des changements climatiques par la foresterie villageoise	1	1	1	1	1	1	5/30
Reforestation par le système de troc compensatoire d'actions	3	2	4	5	2	2	18/30
Amélioration de la fourniture en eau potable et lutte contre le péril fécal	2	5	3	1	2	2	15/30
Responsabilisation citoyenne des acteurs par ma maîtrise de la législation	1	1	1	1	1	1	5/30
Adaptation des comportements aux effets des changements climatiques	1	1	1	1	1	1	5/30
Adaptation des comportements aux effets des changements climatiques	1	5	2	1	1	1	11/30
Promotion des AGR individuelles et collectives	5	5	5	4	4	5	28/30
Réduction de la vulnérabilité des GVF par l'exploitation des PFNL	5	5	3	5	4	5	27/30
Objectifs du Millénaire pour le Développement par l'assainissement	1	5	1	1	1	1	10/30
LEGENDE : CGRFD : Capacité génératrice de revenus financiers directs // CACV : Capacité d'amélioration des conditions de vie // CAE : Capacité d'amélioration de l'élevage // CPPFNL : Capacité de promotion des produits forestiers non ligneux // CAAEE : Capacité d'amélioration de l'accès des enfants à l'école CLECD : Capacité de lutte contre l'émigration clandestine et déshumanisante							

“Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union Européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'association Bissakou-Pou et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union Européenne”

Protection d'une forêt ripicole à *Acacia albida* à but pastoral et fertilisant



Source : Photothèque Zouré

TROISIEME PARTIE : STRATEGIES DE VALORISATION DES PRATIQUES

"Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union Européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'association Bissakou-Pou et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union Européenne"

CHAPITRE I

STRATEGIES DE CAPITALISATION

1.1. LES PRINCIPES DE VALORISATION DES PRATIQUES

1.1.1. PRINCIPE 1 OU « P »

La pratique est d'abord individuelle. La pratique individuelle pour devenir collective doit subir des transformations ou toilettages. C'est une démarche collective qui permet à chaque acteur de donner son point de vue sur la pratique et la valeur ajoutée qu'elle pourrait procurer au groupe ou au collectif. Une fois la pratique appropriée par les membres de l'OSC elle devient collective. C'est le principe de la participation (P). La pratique ainsi définie, organisée et testée demeure une propriété de l'OSC initiatrice. Elle de ce fait personnelle à cette OSC. Si l'adite OSC accepte partager cette pratique hors de son système, celle-ci devient alors partageable.

1.1.2. PRINCIPE 2 OU « PDP »

Pour atteindre ce stade de partage la pratique doit subir encore des transformations ou toilettages. C'est encore une démarche collective qui permet à chaque acteur de donner son point de vue sur la manière dont la pratique sera mise à la disposition des autres. C'est le choix du circuit du partage et de la diffusion. *C'est le principe de la participation et de la durabilité du partage.*

1.1.3. PRINCIPE 3 OU « PDR »

La pratique est ponctuelle parce qu'elle devait répondre à un problème posé dont l'OSC initiatrice n'avait évidemment pas la solution. Si le même problème se pose à une autre OSC, il faut reproduire la même solution. Mais pour être reproductible la pratique doit subir encore des transformations ou toilettages.

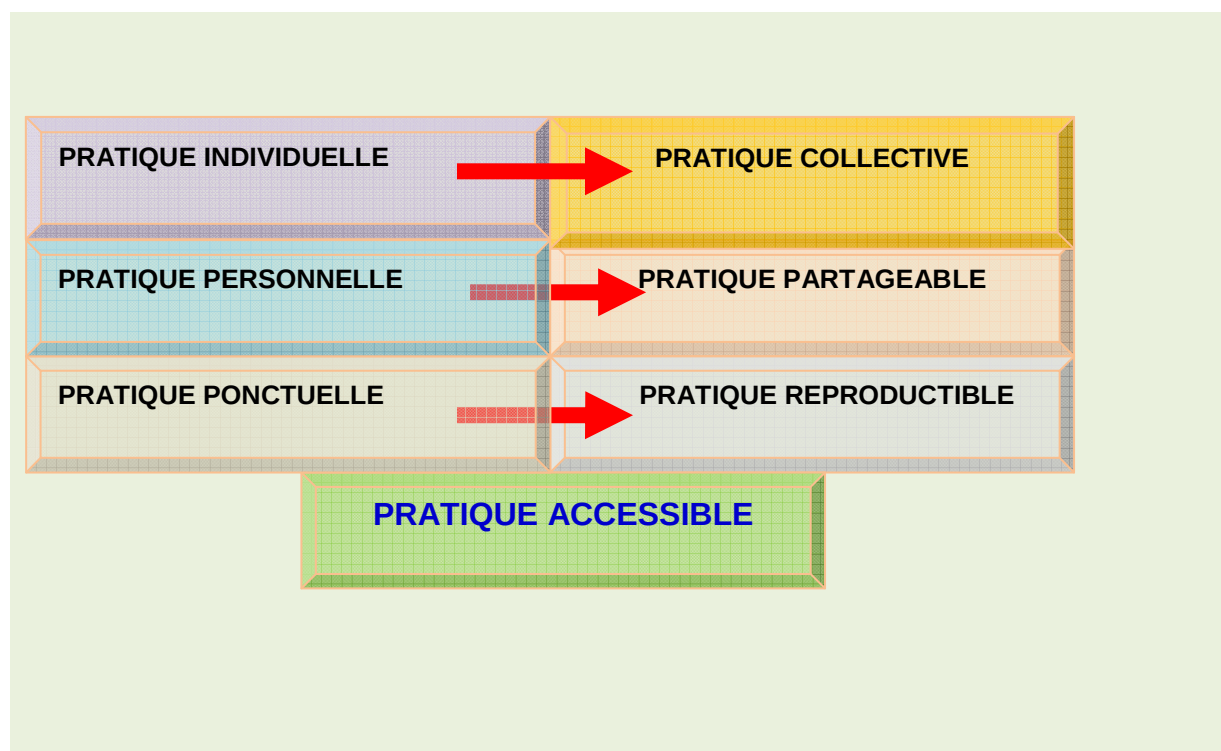
C'est encore une démarche collective qui permet à chaque acteur de donner ses appréciations et réajustements sur les coûts (humain, matériel et financier), les approches et les méthodes appliquées afin que la reproduction de la pratique ait une valeur ajoutée pour l'OSC réceptrice. *C'est le principe de la participation, de la durabilité et de la répliquabilité.*

1.1.4. PRINCIPE 4 OU « PEDRAPA »

Enfin lorsqu'une pratique a subi l'ensemble de ces transformations elle devient accessible à tous et est mise sur le marché de la consommation. A ce stade toutes les contraintes liées à sa mise en œuvre sont identifiées.

Même si elles n'étaient pas toutes levées, les éventuels utilisateurs en seront informés et prendront les dispositions qui s'imposent. *C'est le principe de la participation, de la durabilité, de la répliquabilité, de l'archivage, du partage et de l'accessibilité.*

Figure 6. Schéma type de valorisation des pratiques



1.2. PROPOSITION DES VOIES D'ARCHIVAGE ET DE DIFFUSION

Les résultats de l'enquête sur le choix des types de supports pour une diffusion durable et efficace des pratiques identifiées, sont consignés dans le tableau qui suit.

Tableau 30 : Voies d'archivages et de diffusion

Pratique	Supports proposés lors de l'enquête										Totaux
	FD	CDV	BI	RN	P	NET	RL	IM	A	CE	
Extraction du beurre de karité	40	35	5	3	3	0	10	1	1	2	100
Valorisation des points d'eau	20	30	0	0	0	0	40	0	0	10	100
Gestion de l'eau potable	2	0	1	0	0	0	96	0	0	1	100
Reforestation	50	3	0	0	0	0	0	0	0	47	100
Protection faune et habitat	0	0	25	10	0	0	60	0	0	5	100
Gestion durable des forêts	50	13	0	0	0	0	20	0	0	17	100
Gestion d'un bassin versant	45	33	0	0	0	0	0	0	0	12	100
Législation en gestion des RN	10	0	66	0	0	0	20	0	0	4	100
Effets des changem. climati.	20	0	46	0	0	0	20	0	4	10	100
Fourniture en eau potable	40	0	36	0	0	0	20	4	0	0	100
Sensibilisation des acteurs	0	0	76	4	0	0	20	0	0	0	100
LEGENDE. FD. Film documentaire :: CD. Compact disc vidéo :: BI. Brochure imagée :: RN. Radio nationale :: P. Photos :: NTIC. Nouvelle technologie de l'information et communication :: RL. Radio locale :: IM. Images :: A. Audio :: CE. Champs écoles.											

Commentaire 14.

Les personnes enquêtées sont réparties comme suit, 30 femmes rurales, 10 femmes alphabétisées, 30 hommes ruraux, 10 hommes alphabétisés, 20 fonctionnaires des SDE.

La radio locale vient en tête parce qu'écoutée par la plupart des acteurs concernés par la mise en œuvres des pratiques.

Le film documentaire suit car il passe mieux devant tous les publics. Mais sa conservation et sa diffusion sont coûteuses et poseront des soucis aux acteurs.

Les brochures imagées parce que plus parlantes et pouvant se conserver plus facilement, viennent comme le troisième choix.

Les CDV sont choisis en tant que source d'information qui a atteint les fonds des campagnes et n'est plus un luxe. L'achat de ces CDV se fera comme celle des chansons et des films.

1.3. IDENTIFICATION DES CONTRAINTES

L'homme est naturellement égoïste lorsqu'il s'agit de livrer ses savoirs et pratiques. Il veut les conserver, les protéger quitte à mourir les laisser sans partage. Les cas les plus éloquentes sont les tradiparticiens.

La capitalisation provoque toujours auprès du détenteur de la pratique, la question de «qu'est ce que je gagne en donnant mes savoirs et savoirs faire aux autres».

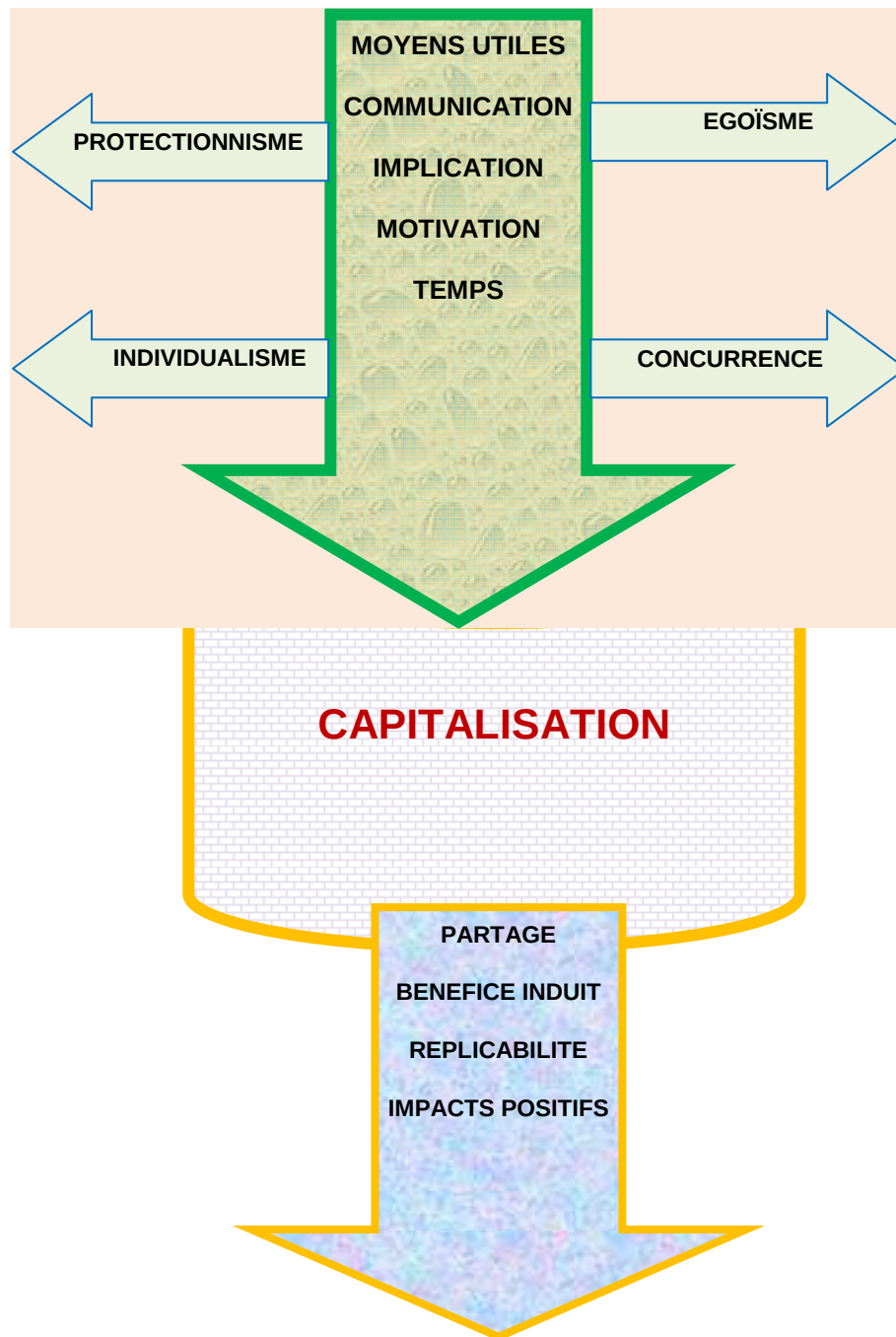
L'absence de motivation à capitaliser, partager et participer à la diffusion constitue également une contrainte de taille. Mais au-delà de ces contraintes qui sont intrinsèques aux agents de capitalisation, d'autres contraintes non moins importantes se dressent.

En effet la fin des projets survient toujours lorsque les acteurs bénéficiaires commencent réellement «à mettre le pied dans l'étrier». C'est justement en ce moment que les OSC ont besoins de soutiens pour consolider les acquis et les capitaliser. Donc la question financière sera pour les OSC le goulot d'étranglement le plus dur à lever.

L'individualisme, l'égoïsme, le protectionnisme et la concurrence sont les principales contraintes ou limites à la capitalisation et surtout au partage. Les conditions d'une bonne capitalisation sont les moyens matériels, financiers et humains, la communication, l'implication, la motivation et le temps imparti pour l'action.

A l'aboutissement sont le partage, le bénéfice induit, la répliquabilité et les impacts positifs socio-économiques et environnementaux. En ce moment la pratique est totalement accessible et ses valeurs ajoutées bien connues.

Figure 7. Contraintes et avantages de la communication



1.4. LES ACTIONS A MENER A COURT TERME

Tableau 31 : Actions à court et moyen termes

Phases	Rôles des acteurs	
	Direction de l'OSC	Membres de l'OSC
Préparatoire	Sensibilisation et information Rencontres d'ajustement Détermination du calendrier Recherche de moyens Recrutement de la compétence Lancement de la capitalisation	Participation aux rencontres Implication dans les échanges Disponibilité à enrichir les débats
Identification	Localisation des sites d'information Surveillance et suivi de l'avancement Rencontres de réajustement	Participation à la collecte de l'information Mise à disposition des informations personnelles
Description	Surveillance et suivi de l'avancement Vérification des procédures Rencontres de réajustement	Participation aux rencontres de réajustement
Analyse	Surveillance et suivi de l'avancement Vérification des sources et des procédures Rencontres de réajustements	Participation aux rencontres de réajustement
Archivage	Surveillance et suivi de l'avancement Vérification des procédures Rencontres de réajustements Mise à disposition des supports d'archivage Restitution des travaux d'archivage	Intervention des agents de bureau de l'Osc
Diffusion	Choix participatifs des canaux Choix des cibles pour la diffusion Recherche des moyens afférents	Participation à la réflexion commune
Evaluation	Restitution finale de la capitalisation Choix de la conservation	Réflexions communes

Remarque : La phase préparatoire est la plus difficile car devant aboutir à la disponibilité des moyens et des compétences de l'Osc en vue de leur totale adhésion à la capitalisation.

CHAPITRE II

REMARQUES ET AXES D'ACTION

2.1. REMARQUE 1

Les Organisations de la société civile jouent un rôle noble dans le processus de développement social et économique du Burkina Faso. A certains moments de la vie d'une nation, les Osc constituent le thermomètre social pour les dirigeants et gouvernants tant dans les entreprises que dans les administrations publiques. La gouvernance locale des ressources naturelles exige des pratiques adaptées mais aussi des mécanismes pour ne pas perdre ces pratiques dans le temps. C'est la capitalisation. Malheureusement malgré le fort intérêt que suscite la capitalisation, elle est peu ou pas pratiquée dans bon nombres d'Osc.

2.2. REMARQUE 2

La capitalisation est une démarche d'amélioration continue de la qualité du travail et des résultats. Elle représente des enjeux capitaux pour nos OSC qui manquent cruellement de moyens et qui ont tout à la fois intérêt à archiver leurs pratiques et expériences en vue d'une consolidation de la capacité de leurs personnels et autres OSC confrontées à des problématiques similaires.

2.3. REMARQUE 3

Les principaux enjeux seraient la capitalisation d'outils simples, utiles et utilisables, efficaces, moins onéreux, reproductibles et surtout porteurs d'impacts positifs. Ces impacts pouvant concerner l'environnement, le cadre de vie des utilisateurs mais aussi les retombées socioéconomiques certaines et durables.

2.4. AXE 1

La capitalisation exige des moyens auxquels les OSC seules, ne peuvent faire face. Sans l'intervention et l'appui des PTF ou de l'Etat, la capitalisation sera un vain mot et sans lendemain meilleur au sein des OSC dont la santé financière et matérielle est assez fragile. L'implication des OSC expérimentées dans la mise en œuvre des projets de développement local, est impératif si l'on veut leur assurer un minimum nécessaire pour la mise en place de bases de données contrôlées, dotées de vocables normalisés et de lexiques adaptés aux contextes d'utilisation des outils de la capitalisation.

2.5. AXE 2

Les rôles reconnus aux OSC dans le processus de développement durable et en tant que supports indispensables dans la mise en œuvre (SCADD) dont vient de se doter notre pays, ont été confirmés à tous les niveaux. La création et l'alimentation conséquente d'un guichet d'accompagnements des OSC s'imposent pour le renforcement de leurs contributions dans l'encadrement et dans les pratiques

innovantes au profit de la gouvernance locale des RN dans un pays écologiquement si fragile.

2.6. AXE 3

La situation écologique des communes cibles de l'étude est catastrophique dans plus de 70% des cas. L'étau écologique se resserrerait sur certaines d'entre elles en termes de besoins des populations en bois énergie, bois de service et d'œuvre, en pâturages et pour tous, en termes de terres cultivables. La planification et la mise en œuvre de "Projets de Redressement Ecologique" dans chacune d'elles, avec la participation et l'implication de l'ensemble des OSC intervenant dans les secteurs du développement rural et de l'assainissement sera un axe majeur.

2.7. AXE 4

Le nombre impressionnant d'OSC dans la région, dégage une nécessité de prise en compte de leurs activités dans les PCD des différentes communes. La création d'un répertoire régional des OSC intégrant leur identification, leurs domaines d'intervention, leurs projets à court, moyen et long termes, leurs expériences pilotes et les modalités de prise en compte de leurs projets dans les PCD.

2.8. AXE 5

La mise en œuvre de la loi relative au foncier rural dans un contexte écologique et foncier difficile pour les communes commande que des dispositions urgentes soient prises par le gouvernement pour un transfert effectif des RN affectables aux communes, en vue de donner à chacune d'elles la pleine responsabilité dans la gouvernance locale de ses terres et de leurs contenus.

CONCLUSION GENERALE

L'amélioration de la contribution des acteurs de la société civile en matière de gouvernance locale des ressources naturelles requiert la mise à disposition d'outils, de démarches et de supports méthodologiques conçus sur la base des expériences et des pratiques antérieures capitalisées.

L'identification des pratiques, leur description, leur analyse et leur valorisation, orientent les interventions des OSC sur la production, la diffusion et le partage des expériences novatrices. La valorisation de ces outils et approches contribue au renforcement, et de façon qualitative, de la participation du citoyen en matière de gouvernance locale des RN, à travers un processus de réflexion, d'analyse et de prise de décision (en terme d'action) à l'échelle individuelle et collective.

Si les OSC ne manquent pas d'initiative et de volonté, l'on doit reconnaître que la volonté et l'initiative ne suffisent pas à elles seules pour leur assurer la capitalisation efficiente de leurs pratiques et expériences. Elles manquent pour ainsi dire cruellement de moyens tant financier, humain que matériel pour archiver, diffuser, valoriser et partager leurs expériences.

Il serait illusoire de penser que sans cette capitalisation un frein sera mis à la déperdition des connaissances et des savoir-faire que les OSC ont mis tant d'années et de moyens pour expérimenter et mettre au profit des populations dans un contexte largement marqué par les effets des changements climatiques.

Le présent rapport n'a pas pour ambition d'avoir fait tous les contours de la capitalisation ou de son cheminement, mais il donne une voie pour approfondir la réflexion et finaliser le processus par l'archivage et le partage et la diffusion.

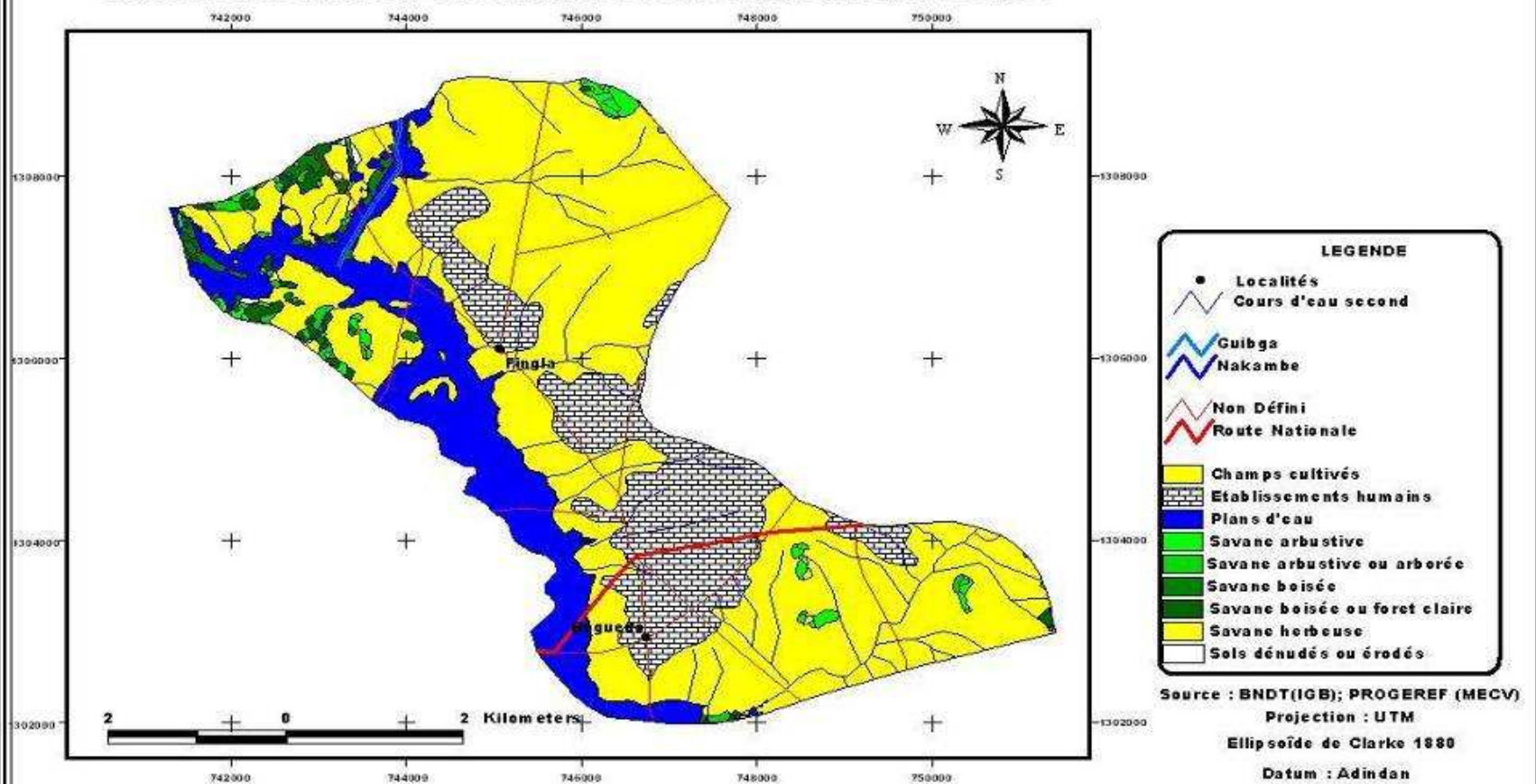
Il est nécessaire donc de mettre en place des bases de données dotées de listes contrôlées, de vocables normalisés et de lexiques adaptés à l'OSC et aux contextes d'utilisation des outils de la capitalisation. Ainsi chaque pratique doit être référencée de façon claire pour éviter des pertes de connaissances ou les mauvaises interprétations qui pourraient lui ôter toute son utilité et son efficacité.

Enfin au regard des rôles reconnus aux Osc dans le processus de développement durable et bientôt dans la mise en œuvre de la Stratégie de Croissance Accélérée et du Développement Durable (SCADD) dont vient de se doter notre pays, les OSC restent les meilleures courroies de transmissions entre les PTF, l'Etat et les populations à la base. Les impliquer fortement dans la mise en œuvre de la SCADD serait un gage de succès de cette stratégie nationale.

ANNEXE 1

CARTES DES COMMUNES

CARTE D'OCCUPATION DES TERRES DE LA COMMUNE DE BEGUEDO



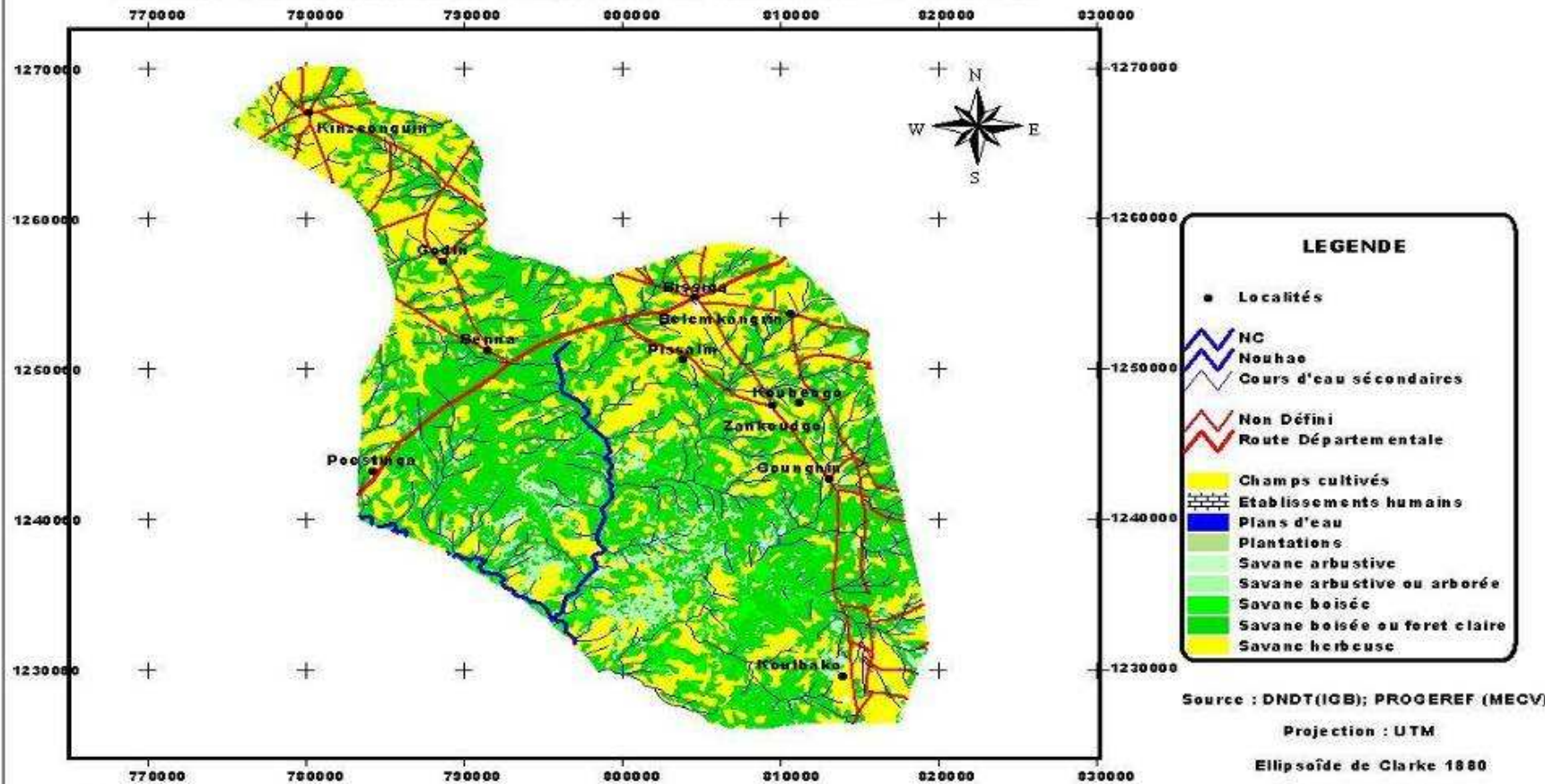
Commanditaire : ZOURE O. Léonard, consultant

Réalisation : Antenne PROGEREF de TNK

A. BAMBARA

Novembre 2011

CARTE D'OCCUPATION DES TERRES DE LA COMMUNE DE BISSIGA



Source : DNDT(IGB); PROGEREF (MECV)

Projection : UTM

Ellipsoïde de Clarke 1880

Datum : Adindan

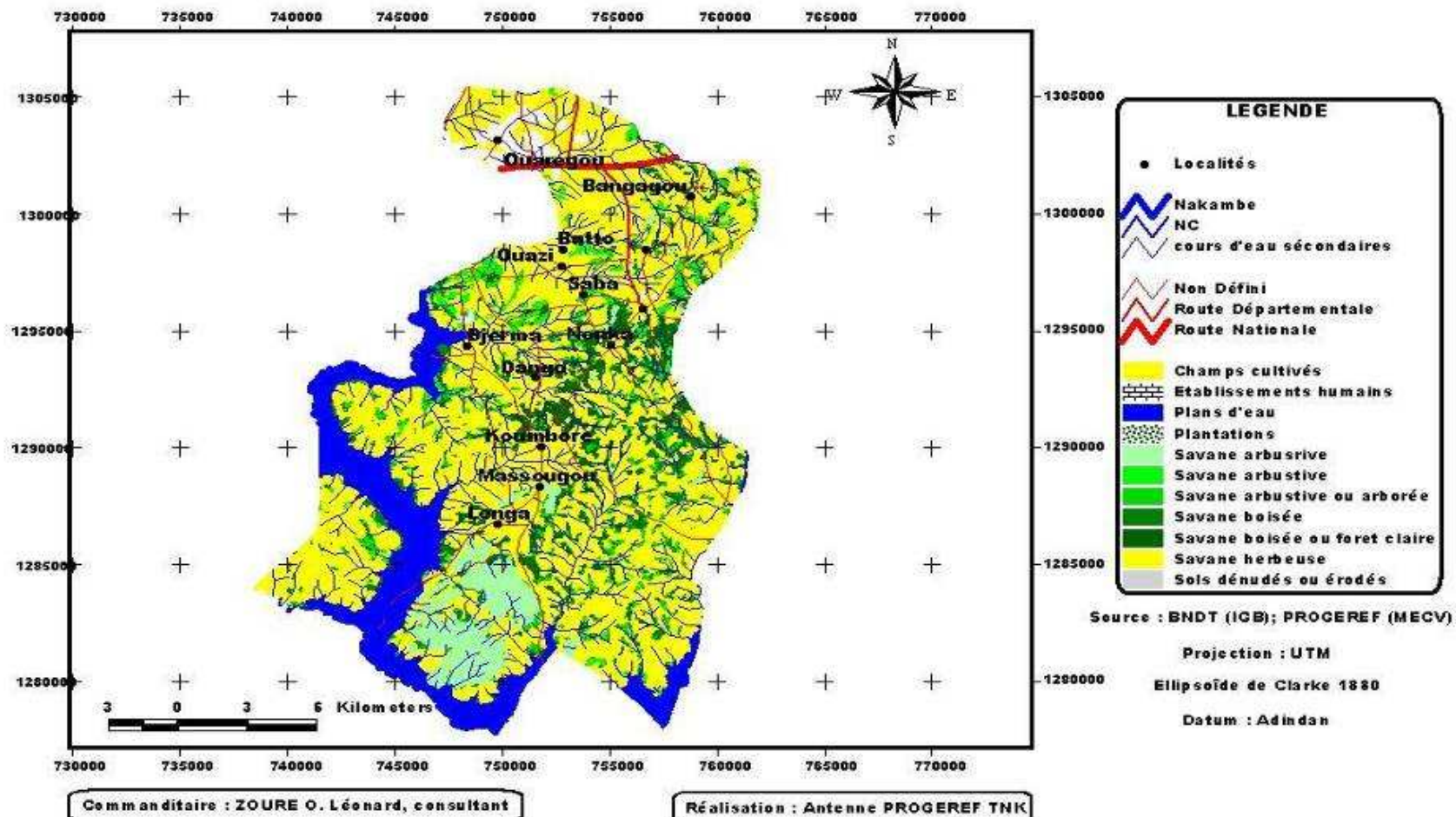
Commanditaire : ZOURE O. Léonard, consultant

Réalisation : Antenne PROGEREF TNK

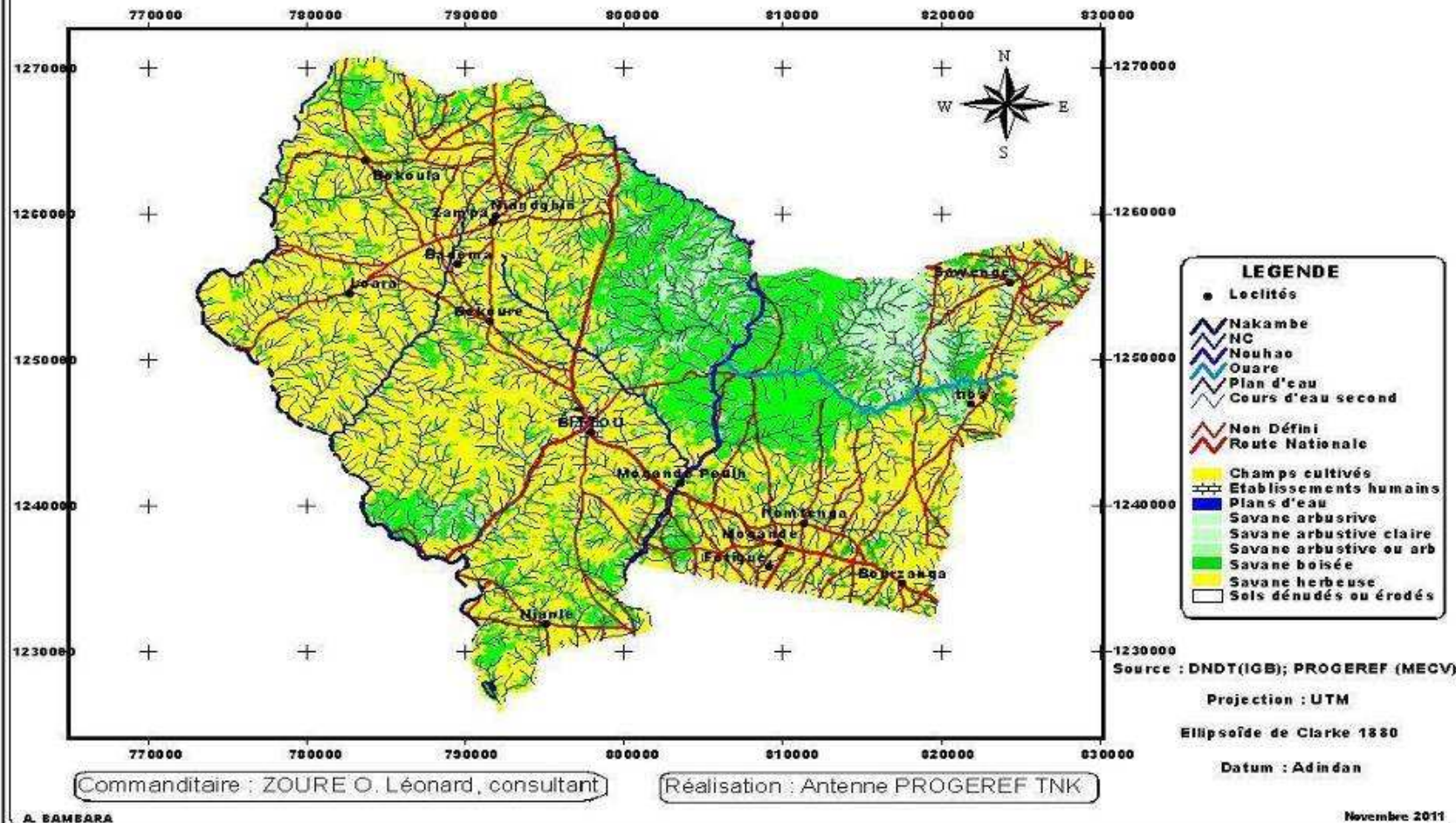
A. BAMBARA

Novembre 2011

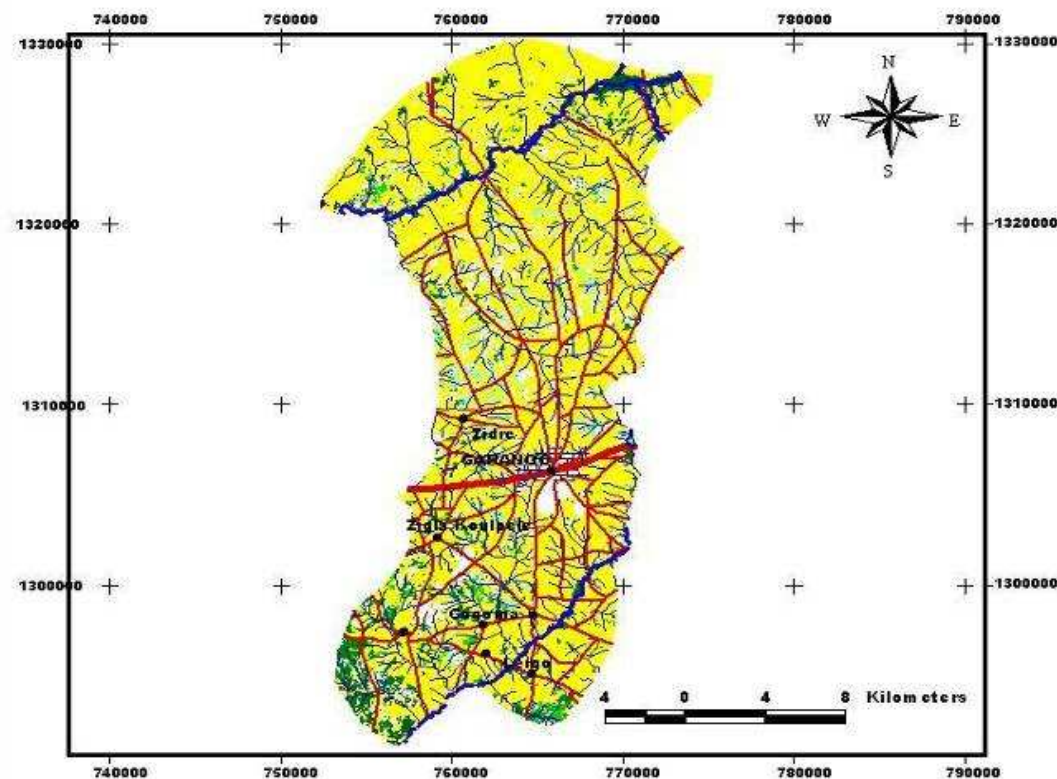
CARTE D'OCCUPATION DES TERRES DE LA COMMUNE DE BOUSSOUMA



CARTE D'OCCUPATION DES TERRES DE LA COMMUNE DE BITTOU



CARTE D'OCCUPATION DES TERRES DE LA COMMUNE DE GARANGO



LEGENDE

- Localité
- Plan d'eau
- Cours d'eau second garango shp.shp
- NAKAMBE
- Non Défini
- Route Nationale
- Champs cultivés
- Habitat
- Plantations
- Savane arbustive claire continue
- Savane arbustive moyennement dense
- Savane boisée ou forêt claire
- Savane boisée ou forêt dense sèche
- Savane herbeuse continue
- Savane herbeuse continue sur glacis
- Sols dénudés ou érodés

Source : BNDT (IGB); PROGEREF (MECV)

Projection : UTM

Ellipsoïde de Clarke 1880

Datum : Adindan

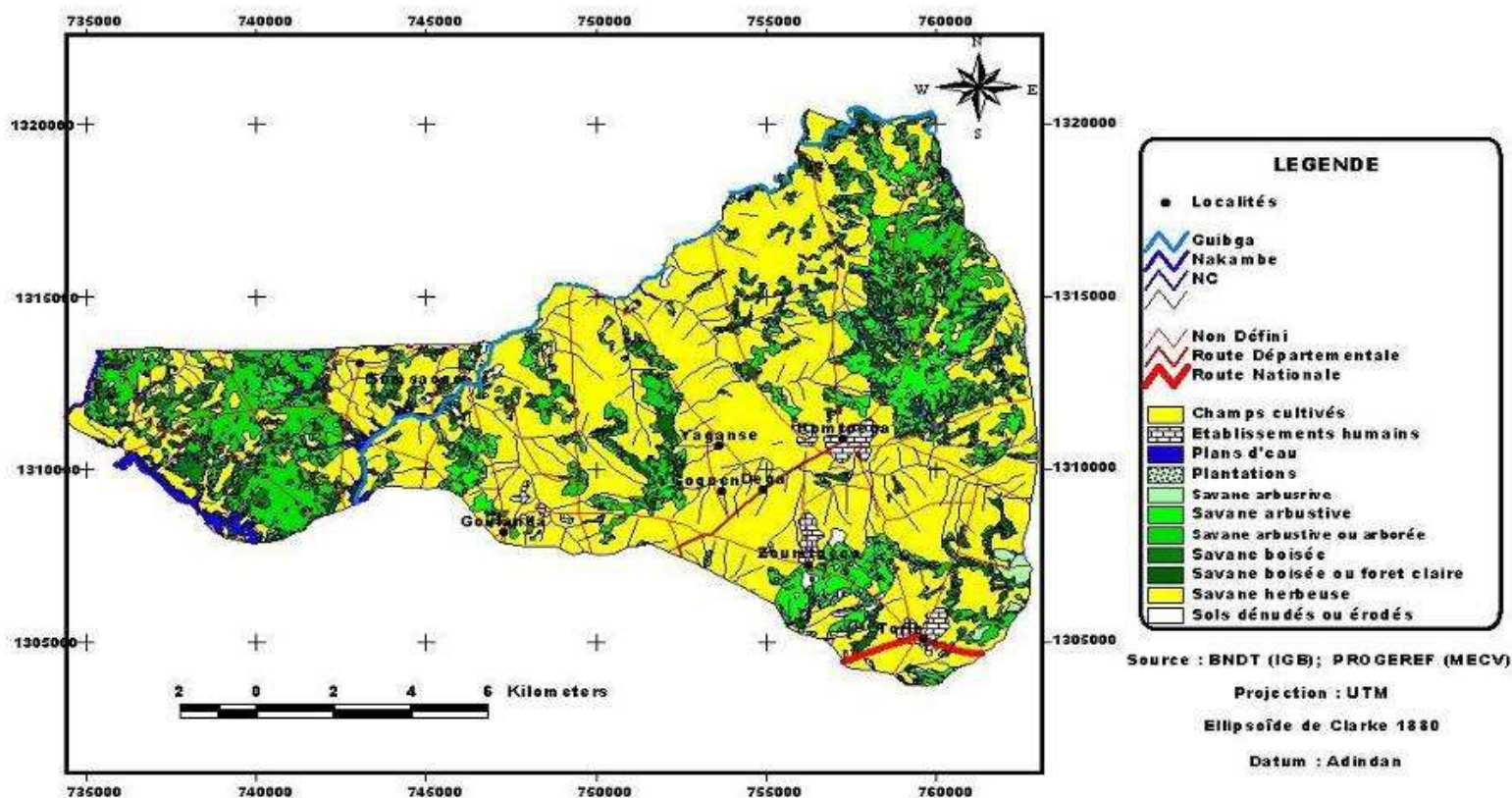
Commanditaire : ZOURE O. Léonard consultant

Réalisation : Antenne PROGEREF TNK

A. BAMBARA

Novembre 2011

CARTE D'OCCUPATION DES TERRES DE LA COMMUNE DE KOMTOEGA



Source : BNDT (IGB); PROGEREF (MECV)

Projection : UTM

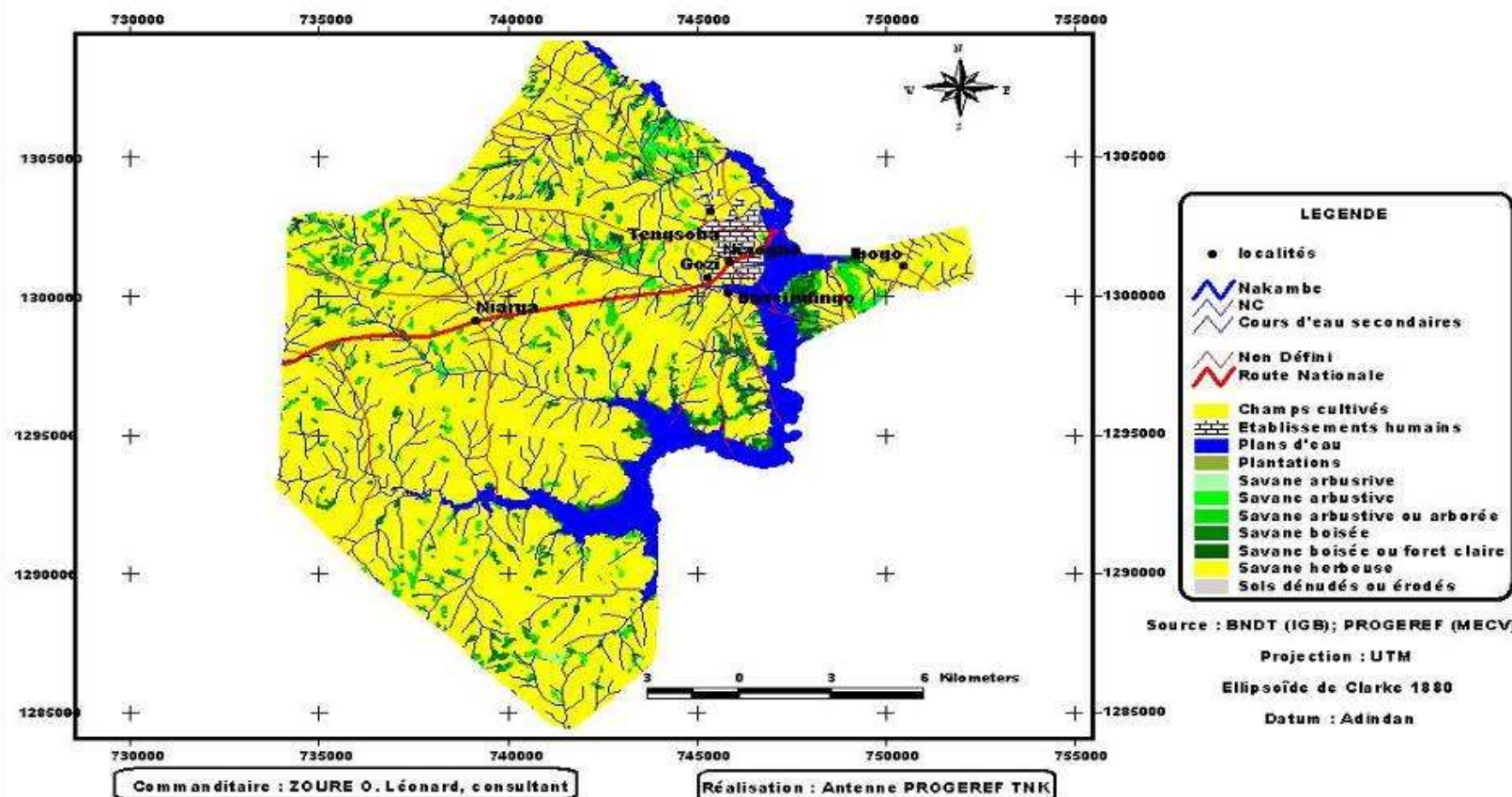
Ellipsoïde de Clarke 1880

Datum : Adindan

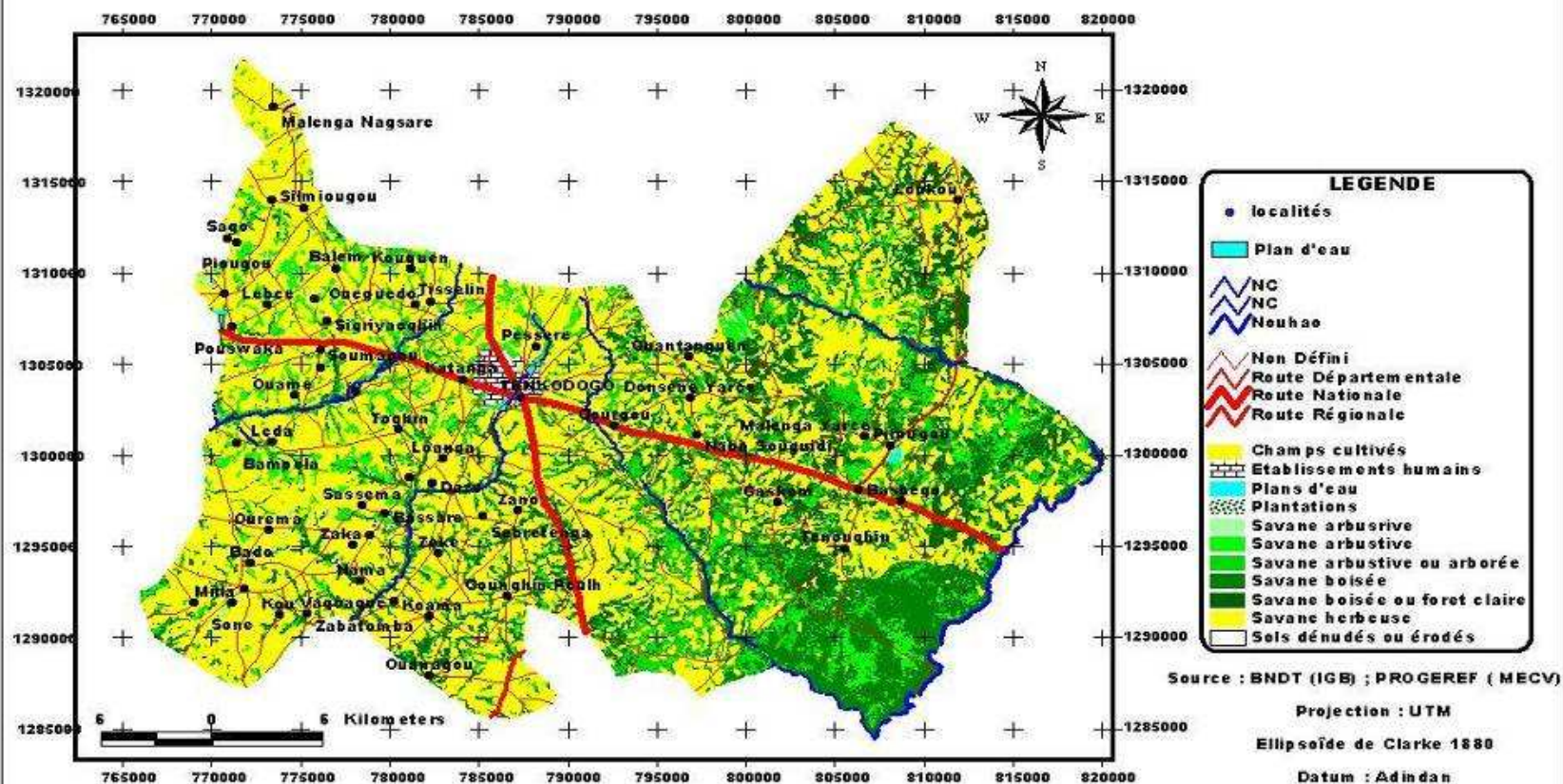
Commanditaire : ZOURE O. Léonard, consultant

Réalisation : Antenne PROGEREF TNK

CARTE D'OCCUPATION DES TERRES DE LA COMMUNE DE NIAOGHO



CARTE D'OCCUPATION DES TERRES DE LA COMMUNE DE TENKODOGO



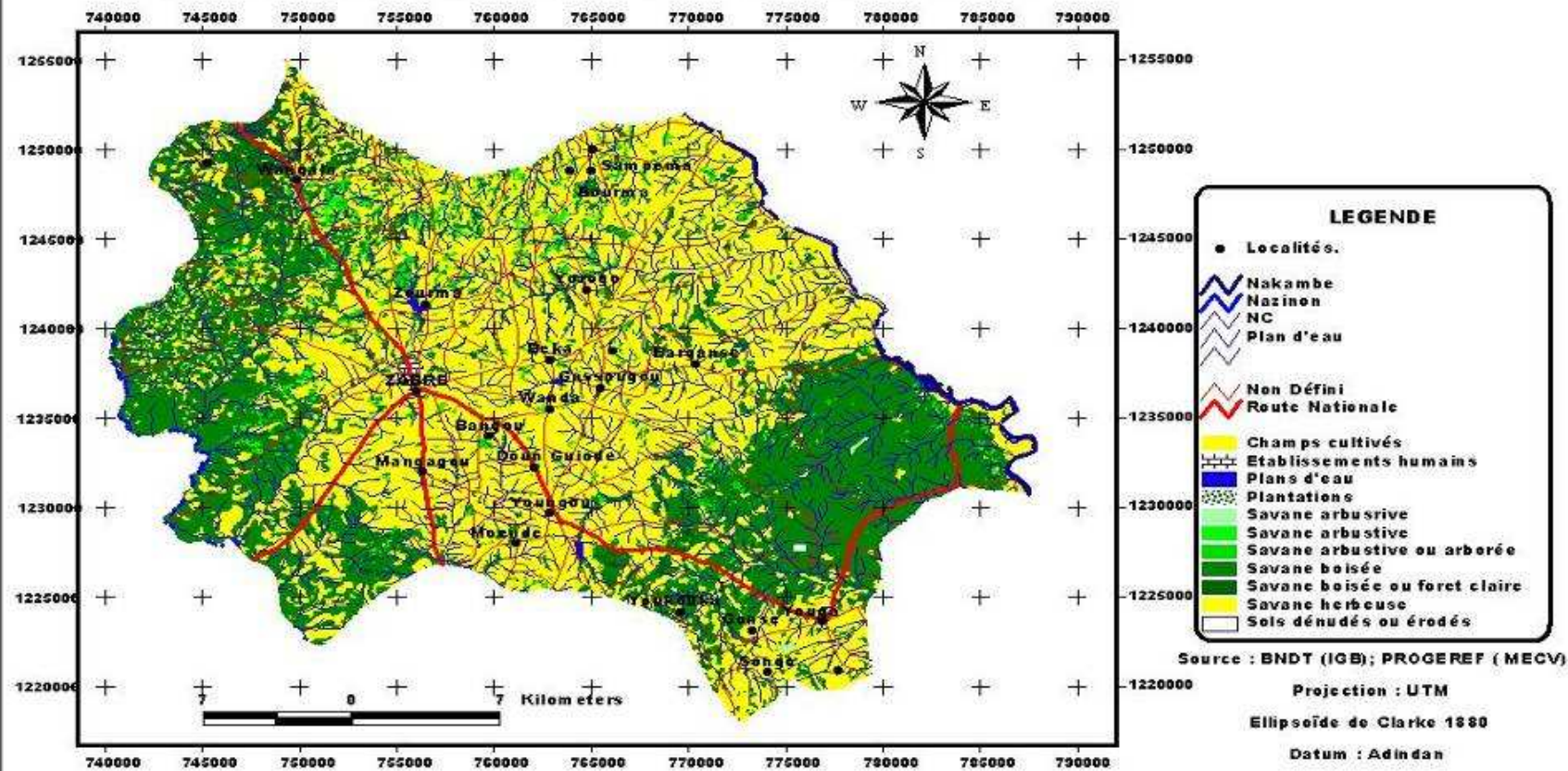
Commanditaire : ZOURE O. Léoânard, consultant

Réalisation : Antenne PROGEREF TNK

A. BAMBARA

Novembre 2011

CARTE D'OCCUPATION DES TERRES DE LA COMMUNE DE ZABRE



Commanditaire : ZOURE O Léonard, consultant

Réalisation : Antenne PROGEREF TNK

A. SAMBARA

Novembre 2011

ANNEXE 2. LES FICHES D'ENQUETES

FICHE D'IDENTIFICATION DES OSC

Nom de l'OSC :.....
Date et lieu de création :.....
Nom du premier responsable :.....
Organe de gestion :.....
Organe de contrôle :

Membres :.....
Population cible :.....
Les cinq principaux domaines d'activité :
1.
2.
3.
4.
5.

Zones d'intervention (Précisez svp, région, province, commune) :
RégionsProvince.....Communes.....
.....

Combien de villages couverts :.....Total de la population cible.....
Nombre de projets exécutés depuis la création :.....
Les cinq principaux partenaires techniques et financiers depuis la création :
1.....2.....
3.....4.....

FICHE D'EVALUATION DU PARTENARIAT

Nom de la structure :.....
Entité : Collectivité territoriale // Service déconcentré de l'Etat // Projet régional // Projet provincial // Antenne projet national // Autre.....// (Rayez la mention inutile)
Type d'organe de gestion :.....
Activités principales de la structure :.....
Avez-vous des partenariats avec des organisations de la société civile ? OUI NON (rayez la mention inutile)
Si oui citez les par ordre d'importance d'intervention

Nom de l'OSC	Date de début de partenariat	Date de fin de partenariat	Domaine d'intervention	Votre contribution

Quelle est votre appréciation sur l'apport des OSC dans le processus de développement économique et social dans votre zone d'intervention ? (**justifiez votre réponse**) :

Quelle est votre appréciation sur la contribution des OSC dans la gouvernance des ressources naturelles suivantes et de l'environnement:

Hydraulique villageoise :

Hydraulique pastorale :
 Reboisements :
 Exploitation du bois et du charbon de bois :
 Exploitations des produits forestiers non ligneux :
 Gestion des ordures ménagères :
 Assainissement local (latrines, prise d'eau potable....) :
 Protection des berges des cours d'eau :
 Respect de la faune et des espèces menacées :
 Défense et restauration des terres agricoles :
 Utilisation de la fumure organique :

FICHE DE DESCRIPTION D'UN PROJET SUPPORT D'EXPERIENCES

Identité de l'OSC enquêtée :

Domaines principaux ciblés : (*rayez les mentions inutiles*)

Forêts (**Précisez**) Reboisement // Produits forestiers ligneux // Produits forestiers non ligneux

Faune (**Précisez**) Chasse // Elevage d'animaux sauvages // Protection de la faune //

Pêche (**Précisez**) Mareyage // Pêche // Commerce produits de la pêche // Fabrique matériels de pêche

Hydraulique (**Précisez**) Gestion des berges // Gestion des plans d'eau // Gestion des points d'eau potables

Environnement (**Précisez**) Gestion des déchets solides // Lutte contre la plantes envahissantes...

Autres :

Titre du projet :

Zones /Lieux d'intervention :

Date de début du projet :

Date de fin du projet :

Contexte du projet :

Objectifs de changement visés par le projet (*restez succinct svp*).

Cibles potentiels selon les genres (*Précisez les détails, par ex. commerçantes, jardiniers etc ...dans les 3 niveaux ci-dessous*) :

Au niveau des femmes :

.....

Au niveau des jeunes :

.....

Au niveau des personnes âgées

Donnez les rôles et les responsabilités des acteurs cibles :

Listez les activités réalisées :

Listez les principaux résultats atteints

Enumérez les ressources mobilisées et leurs valeurs monétaires si possibles.

Listez les facteurs critiques de succès.

Quelles ont été les principales difficultés rencontrées (*citez au plus dix difficultés*).

1.....

2.....

FICHE DESCRIPTIVE DES PRATIQUES

Identité de l'OSC initiatrice :

Titre du projet support.

Titre de la pratique : ex. Stratégie concertée d'utilisation des forages

Objectif : ex. Inculquer la bonne gestion des points d'eau

"Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union Européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l'association Bissakou-Pou et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union Européenne"

Lieu : ex. Commune de Boussouma

Période : ex. Avril 2009

Bénéficiaires de la pratique : ex. Populations de la commune de Boussouma

Comment la pratique est-elle conduite :

La pratique est-elle reproductible par les cibles/bénéficiaires et comment :

Quels sont les résultats atteints par l'application de la pratique :

Coûts humains de la pratique : (ressources humaines à mobiliser)

Coûts matériels de la pratique : (matériels à mobiliser)

Quels sont les supports utilisés pour la pratique : (brochures, affiches, films, CD audiovisuels)

Quels sont selon vous, les meilleurs moyens de capitalisation de la pratique :

Quels sont selon vous, les meilleurs moyens de diffusion et de partage de la pratique :

BIBLIOGRAPHIE

Descroix Sandra & Leloup Claire, 2001, Organiser l'évaluation d'une action de développement dans le sud – Un guide pour les ONG du nord, Hors série n°2, COTA, 82p.

La capitalisation d'expériences De Zutter, 1994, Des histoires, des savoirs et des hommes - L'expérience est un capital, FPH, 137p.

Fehrenbach Claire, 2002, Programme d'assistance aux réfugiés, Le cas du Gabon, Handicap International, 39p.

FPH, 2001, Analyser et valoriser un capital d'expériences – Repères pour une méthode de capitalisation, Document de travail des éditions Charles Léopold Mayer n°125, 206p.

Grundstein Michel, 2000, Gameth : un cadre méthodologique pour repérer les connaissances cruciales pour l'entreprise, 13p.

Mejia John, 2001, Guide de programmation pour la réalisation d'un centre de rééducation et d'appareillage, Handicap International, 56p.

Le warrantage dans l'Union Cigaba de Konkorindo, Région de Dosso- Niger, FAO / Projet Capitalisation, 4 pages.

Mooriben – Niger : quelques résultats du programme d'appui à la sécurité alimentaire dans les régions de Tillabéri et Dosso sur financements CCFD / Bureau de la Coopération Suisse Niger, 2010 – Mooriben, 13 pages.

Filière oignon au Niger : processus intégré de conservation et de warrantage. Expérience de la SNV dans la zone de production de Saoua goma, Tamaske et Sabon Guida, 2007, SNV Niger, 25 pages.

Le warrantage à Founzan, au Burkina Faso - Quelques innovations visant plus d'équité dans l'accès au warrantage, FAO / Projet Capitalisation, 2 pages.

Etude de cas sur l'expérience de warrantage dans le sud ouest du Burkina Faso, Atelier régional de formation sur le renforcement des capacités des organisations de producteurs à répondre à l'évolution de l'agriculture moderne, 2010, FAO / GRET / Union Européenne, 28 pages.

Table des matières

SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
LISTE DES TABLEAUX	5
LISTE DES FIGURES.....	5
LISTE DES ANNEXES.....	6
AVANT PROPOS.....	6
RESUME.....	7
INTRODUCTION GENERALE	8
PREMIERE PARTIE : GENERALITES	10
CHAPITRE I : DEFINITIONS ET CONCEPTS	11
1.1. DEFINITION ET CONCEPT DE CAPITALISATION	11
1.2. EVALUATION ET CAPITALISATION.....	11
CHAPITRE II : CONTEXTE, OBJECTIFS ET METHODOLOGIE.....	12
2.1. LE CONTEXTE.....	12
2.2. OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS	13
2.2.1. Les objectifs.....	13
2.2.2. Les résultats attendus.....	13
2.3. TACHES DU CONSULTANT	14
2.4. APPROCHE METHODOLOGIQUE.....	14
2.4.1. La revue documentaire à buts multiples	14
2.4.2. L'élaboration et la diffusion des fiches de collecte de données	14
2.4.3. Les interviews semi-structurées et croisées (issc)	15
2.4.4. La synthèse croisée et la production du rapport provisoire.....	15
CHAPITRE III : PRESENTATION DU MILIEU DE L'ETUDE.....	16
3.1. DONNEES NATURELLES DE LA PROVINCE DU BOULGOU	16
3.1.1. Le Climat	16
3.1.2. Le relief.....	16
3.1.3. Les sols	17
3.1.4. La végétation	17
3.1.5. L'hydrographie.....	18
3.2. DONNEES SOCIOLOGIQUES	19
3.2.1. Historique	19
3.2.2. Organisation sociale.....	20
3.2.3. Le phénomène de la pauvreté.....	20
CHAPITRE IV : CARACTERISTIQUES PHYSIQUES DES COMMUNES CIBLES DU PROJET	22
4.1. LA COMMUNE RURALE DE BEGUEDO	22
4.2. LA COMMUNE RURALE DE BISSIGA	22
4.3. LA COMMUNE RURALE DE BOUSSOUMA.....	23
4.4. LA COMMUNE URBAINE DE BITTOU.....	23
4.5. LA COMMUNE URBAINE DE GARANGO.....	24
4.6. LA COMMUNE RURALE DE KOMTOEGA.....	25
4.7. LA COMMUNE RURALE DE NIAOGHO	26
4.8. LA COMMUNE URBAINE DE TENKODOGO	26
4.9. LA COMMUNE RURALE DE ZABRE	27
DEUXIEME PARTIE : PRESENTATION DES RESULTATS	29
CHAPITRE I : IDENTIFICATION DES PRATIQUES	30
CHAPITRE II : DESCRIPTION DES PRATIQUES	34
CHAPITRE III : ANALYSE DES PRATIQUES.....	37

“Ce document a été réalisé avec l’aide financière de l’Union Européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de l’association Bissakou-Pou et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l’Union Européenne”

3.1. ANALYSE SELON LES DOMAINES DES PRATIQUES	37
3.2. ANALYSE SELON LE PARTENARIAT	37
3.3. ANALYSE SELON LA CAPACITE D'APPROPRIATION DES ACTEURS	41
3.4. ANALYSE SELON LES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX.....	42
3.5. ANALYSE SELON LA REPLICABILITE.....	44
3.5. ANALYSE SELON LES IMPACTS SOCIO-ECONOMIQUES	46
TROISIEME PARTIE : STRATEGIES DE VALORISATION DES PRATIQUES.....	47
CHAPITRE I : STRATEGIES DE CAPITALISATION	48
1.1. LES PRINCIPES DE VALORISATION DES PRATIQUES	48
1.1.1. PRINCIPE 1 OU « P ».....	48
1.1.2. PRINCIPE 2 OU « PDP ».....	48
1.1.3. PRINCIPE 3 OU « PDR ».....	48
1.1.4. PRINCIPE 4 OU « PEDRAPA »	48
1.2. PROPOSITION DES VOIES D'ARCHIVAGE ET DE DIFFUSION	49
1.3. IDENTIFICATION DES CONTRAINTES.....	50
1.4. LES ACTIONS A MENER A COURT TERME	52
CHAPITRE II : REMARQUES ET AXES D'ACTION	53
2.1. REMARQUE 1.....	53
2.2. REMARQUE 2.....	53
2.3. REMARQUE 3.....	53
2.4. AXE 1.....	53
2.5. AXE 2	53
2.6. AXE 3.....	54
2.7. AXE 4.....	54
2.8. AXE 5.....	54
CONCLUSION GENERALE.....	55
ANNEXE 1.CARTES DES COMMUNES	56
ANNEXE 2. LES FICHES D'ENQUETES.....	66
BIBLIOGRAPHIE.....	68